LE MONDE LIBERTAIRE

LE MONDE LIBERTAIRE

2€ ISSN 0026-9433

«Les efforts des hommes ont toujours tendu, à toutes les époques de l'histoire, dans tous les pays: à l'alliance, à la fraternité, à l'entr'aide, à la solidarité» Pierre Besnard

N° 1528
du 9 au 15 octobre 2008

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

M 02137 - 1528 - F: 2,00 €

FAITES VOS RESERVES, C'EST LA CRISE !!

Sommaire

Entartrage **syndical,** par S. Forestier, *page 5*

Les **Brèves** tant attendues, *page 6*

Grenelle pour rire, par Alex, *page 7*

Pour une sérieuse **écologie,** par F. Bon, *page 8*

Les **parents** terribles, par D. du Gard, *page 9*

La **guerre** tue deux fois, transmis par R. Berthier, *page 10*

Un **match** sans saveur, par J. Langlois, *page 11*

Sous le foie gras, la **trique**, par Potkine, *page 14*

Interviou des **anars brésiliens,** *page 15*

La Révolution de **Bilitis,** par L. N., *page 18*

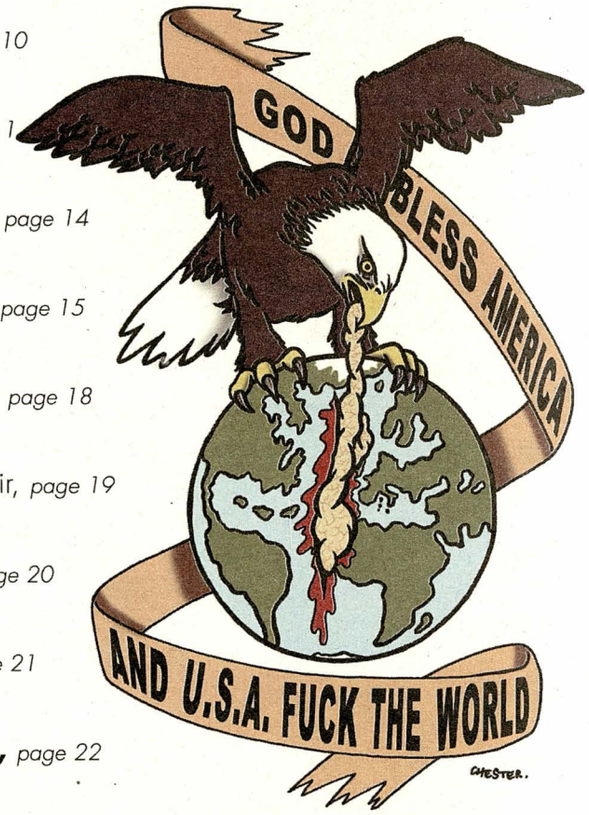
Les **États-Unis** fidèles à eux-mêmes, par H. Lenoir, *page 19*

À venir sur les **murs,** par S. Jacaré et D. Duporge, *page 20*

Le **mouvement** de la vie, *page 21*

La plus bath des **radios,** *page 22*

L'**agenda,** *page 23*



Bulletin d'abonnement

Tarifs (Hors-série inclus)	France et DOM-TOM	Étranger
3 mois, 13 nos	◯ 20 €	◯ 27 €
6 mois, 25 nos	◯ 38 €	◯ 46 €
1 an, 45 nos	◯ 61 €	◯ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Abonnement de soutien

1 an, 45 nos ◯ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine . Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). (BIC : CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1er trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.

Editorial

C'est la crise !

Vous souvenez-vous de Tchernobyl? Une catastrophe en Ukraine et des nuages radioactifs qui traversaient les frontières. Mais pas celles de la France! Des « sommités » scientifiques l'avaient affirmé... Les déclarations actuelles de nos chers dirigeants et particulièrement de l'agité de l'Élysée sur la crise financière y ressemblent étrangement. Mais la crise peut perdurer, les profiteurs accumuler de grands profits, les victimes diverses (vous et moi inclus) paieront d'une façon ou d'une autre l'addition.

Cela se voit déjà au niveau du pouvoir d'achat qui est plus que plombé. Il paraîtrait qu'aux États-Unis les premières victimes se rebellent. Le Vieux Continent se sentirait-il à ce point protégé pour continuer à courir entre les gouttes en laissant ses « dirigeants » accumuler les déclarations mensongères?

Prenons le cas, en France, de Marseille. La moitié de la Société immobilière de la ville phocéenne a été acquise par la banque d'affaires américaine Lehman Brothers. Oui, celle qui a fait faillite et dont le cas (avec d'autres) peut faire dire aux médias français que « Wall Street est devenue socialiste »!

Les banques mettent la clef sous la porte et leurs dirigeants, renvoyés dans leur foyer, bénéficient de parachutes toujours dorés. Cherchez l'erreur!

Côté mouvement social, c'est pas la joie, quand vous lirez ce *Monde libertaire* on aura les résultats de la « première riposte syndicale mondiale à la crise ». Le 7 octobre à Paris, CGT, FO, CES (Confédération européenne syndicale), CSI (Confédération internationale syndicale) auront battu le pavé. Cela suffira-t-il pour relever le moral des troupes?

Le seul point nouveau est le pas de deux esquissé par FO et la CGT. La CFDT bouderait-elle? De toute façon, la solution pour un monde meilleur ne viendra pas des directions syndicales, mais dans l'unité des militantes et militants de la base. Encore faut-il que des luttes voient le jour et celles-ci ne se décrètent pas dans les officines des boutiques politiques.

J.-P. Levaray

HÉ BIEN ÇA Y EST, on est dedans. L'économie mondiale est entrée dans une nouvelle phase de crise. Et celle-là, ça a l'air d'être du lourd.

La crise américaine dite des subprimes a déclenché une crise financière globale. Il s'agit d'une crise de crédits immobiliers qui a touché les bailleurs comme les banques. Mais ce n'est que la partie visible. Cette crise financière couvait depuis la fin des années soixante, avec ses pics et ses creux. Là, il semble qu'on soit au cœur d'une tempête car cette crise immobilière et financière s'ajoute à l'inflation qui touche les matières premières, à une épargne qui s'est placée sur les placements financiers plutôt que sur les investissements productifs, à la mondialisation, à la stratégie de fuite des capitaux des pays développés vers les pays sous-développés, etc.

Bref, vous voyez le genre et je ne vois pas trop pourquoi je vous parle de ça, parce que les actions, le fric, tout ça, c'est pas franchement notre monde. Que des banques coulent, on s'en fout; que des traders soient virés par centaines, qu'ils aillent s'installer dans une ferme à la campagne et qu'ils passent à autre chose; que des banquiers sautent par la fenêtre de leurs immeubles, on n'a pas encore vu, mais on attend avec impatience.

On pourrait même souhaiter que le monde s'enfonce vraiment dans la crise et que... ça provoque une révolte des pauvres, mais... le problème de cette crise financière c'est que ce sont toujours les mêmes qui trinquent. Ce sont encore les pauvres qui vont morfler et les moins pauvres qui vont le devenir un peu plus. Les Latino-Américains et les Africains ont déjà subi depuis des années les conséquences de ces investissements, et ça va continuer. Le chômage va s'accentuer, les petits propriétaires vont connaître les problèmes de crédit et les salariés et les allocataires (RMI, retraités...) vont voir leur pouvoir d'achat baisser en même temps que l'inflation va grimper.

Bref, tout le monde va subir cette crise.

Et comme si ça ne suffisait pas, les ultralibéraux de tous poils demandent l'aide des États pour sortir de la crise

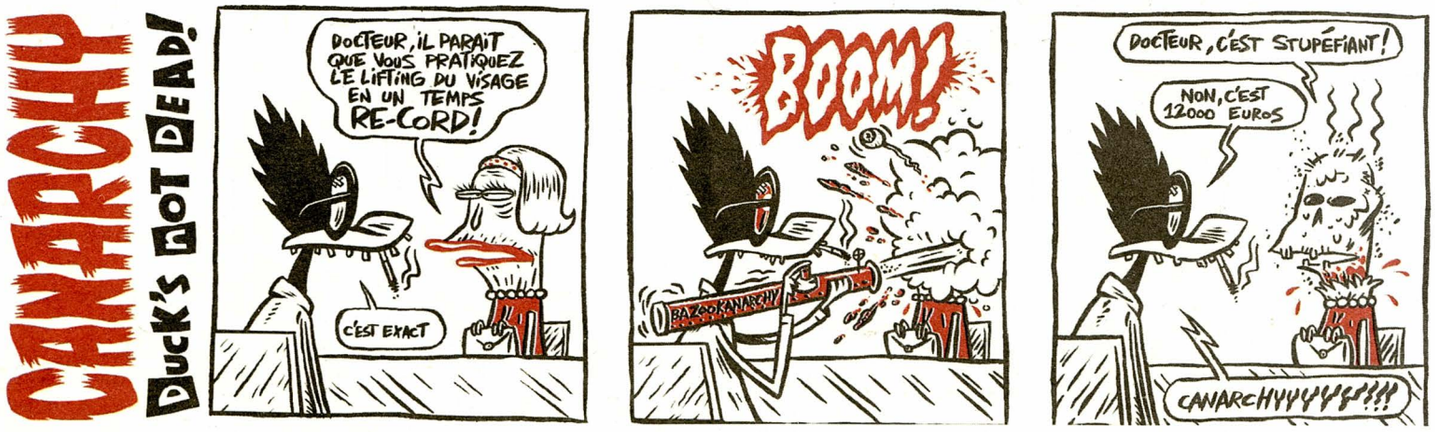
(comme à chaque fois). Les gouvernements américain et européens nationalisent donc les banques en difficulté. Ils nationalisent les pertes pour mieux privatiser les bénéfices demain et prouvent par là même qu'ils sont les serviteurs zélés du capital. Bush, Obama et Mc Cain se sont mis d'accord sur le plan Paulson de 700 milliards de dollars pour racheter les actifs douteux des banques en difficulté, et la chambre des représentants a rechigné. C'est peut-être ça qui a entraîné la crise vers l'Europe. Et là, même réflexe des gouvernants. Sarkozy, tout en affirmant que la crise s'arrêtera à nos frontières (personne n'y croit plus) dit vouloir « moraliser » le capitalisme (on ne rit pas) et va sortir de l'argent pour aider les banquiers. Nos ministres disent à longueur de médias qu'il n'y a plus de fric dans les caisses et qu'il faut réduire le nombre de fonctionnaires, que la Sécu est en difficulté, et que les retraites coûtent cher, etc., mais pour aider les banquiers et les patrons, là il y a du fric.

Face à cette crise, pas de réaction syndicale ni politique. À croire que tout le monde fait le dos rond en attendant le pire. Pourtant c'est sur nous que ça va tomber. Des boîtes vont licencier, le travail va s'intensifier pour des salaires de misère, le gouvernement va utiliser la crise à toutes les sauces pour nous faire accepter tout un tas de mesures antisociales et on resterait sans réagir ?

Le moment est venu de passer à l'attaque. Dans le camp d'en face, ils le savent qu'on devrait se révolter contre eux, ils en parlent dans tous leurs séminaires. Le gouvernement américain vient même de déployer une unité militaire de combat d'active pour une utilisation à plein temps à l'intérieur du pays en cas de troubles civils. Ce qui veut bien dire ce que ça veut dire.

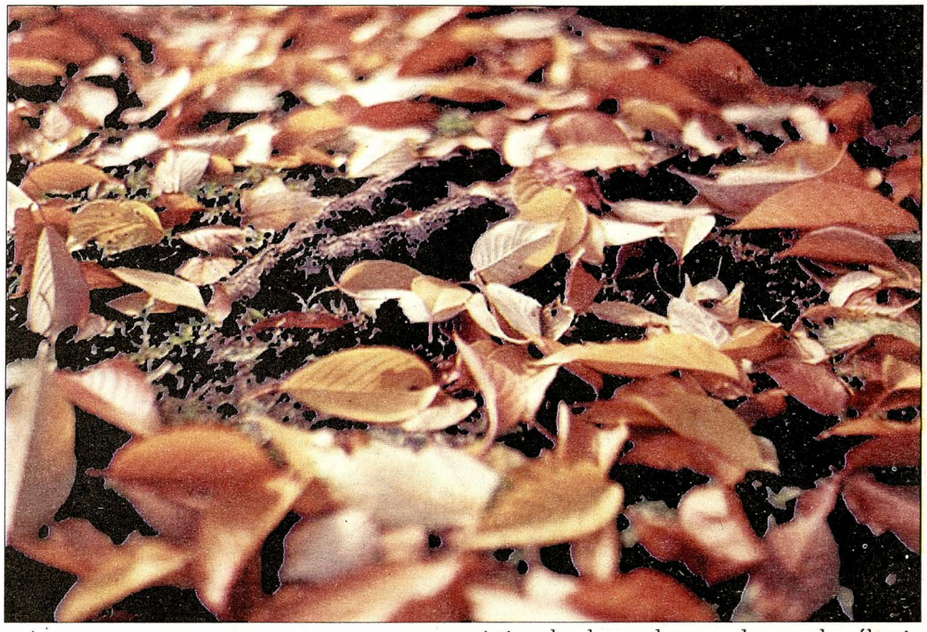
À nous de trouver la ou les ripostes, pas seulement pour nous défendre mais aussi pour changer le monde (bon d'accord la tâche est lourde mais elle reste enthousiasmante et la seule viable).

J.-P. L.



Feuilles mortes syndicales

et bourgeons des luttes



À MOINS DE faire preuve volontairement de myopie, ou bien à cause d'une conscience politique flirtant avec le néant, un constat accablant crève les yeux, jamais autant que dans les circonstances présentes la stratégie proposée par la quasi-totalité des organisations syndicales n'aura été aussi indigente sur le fond qu'affligeante sur la forme.

Nous n'allons pas vous harasser une énième fois en vous infligeant le descriptif des destructions massives qui résultent de la guerre sociale menée par le capital et les classes dirigeantes contre les travailleurs. Il est toujours loisible de surenchérir dans les domaines de la déploration, de l'invective ou de la colère, mais attention, car à n'opérer que dans ces seuls registres, objectivement nous ne ferions que manifester une impuissance n'osant pas dire son nom, voire de verser dans une forme d'autocomplaisance morbide. Aussi nous ne relèverons pas les dernières « perles » des Thibault, Chérèque, Mailly, Aschieri et consorts, tous cogestionnaires du système actuel quand bien même est-ce à des niveaux de profondeur ou à des degrés d'intensité variables. Pareillement nous ne dauberons pas les mêmes quand ils formulent des prédictions du type « la rentrée sociale sera chaude » car si le réchauffement climatique de la planète est scientifiquement prouvé, il n'est pas nécessaire d'être prix Nobel de physique pour démontrer qu'inversement les bureaucraties syndicales sont expertes dans l'art de transformer les luttes sociales en congères.

Tous ces gens-là font une violente allergie à la lutte des classes. A contrario leur conversion à l'idéologie de l'économie de marché, qu'elle soit enthousiaste (Chérèque) ou saturée de jésuitisme (Thibault) s'inscrit dans un processus au long cours. La plupart des organisations syndicales – toute honte bue – sont devenues les « partenaires sociaux » du gouvernement et du patronat. Le paritarisme est leur boussole et leur raison d'être à la fois, mais il faut dire que le statut qui leur a été très volontairement concédé par le pouvoir leur assure un quasi-monopole de la représentation des salariés et… les rentes de situations qui vont avec.

C'est misère de voir la façon dont tant d'énergies militantes sont dévoyées au profit de ces pitres. Et c'est un crève-cœur aussi de savoir que des milliers et des milliers de syndicalistes de base, hommes et femmes pourtant pourvus d'un cogito en bon état de marche et dotés bien souvent en sus d'un « bagage » militant solide sont contaminés par un esprit de boutique. Phénomène qui contribue à asseoir le pouvoir des hiérarques de leurs organisations.

Certes, ces syndicalistes sincères, intègres, dévoués, ruent parfois dans les brancards, mais l'appareil possède une telle force d'inertie que leur volonté de « changer les choses de l'intérieur » s'émousse puis finit par se tasser complètement. Par suite, ces soutiers au cœur « gros comme ça », faute d'avoir réussi à revivifier leur environnement syndical en insufflant l'oxygène contenu dans la Charte d'Amiens (par exemple) – ambition qui tient de la gageure il va sans dire, ravalent leur rage, puis continuent de déployer leur énergie sur leur lieu de travail. Eh oui, lutter au quotidien contre les patrons est un principe qui leur est chevillé à l'esprit et au corps !

Ceci étant, est-il juste politiquement de considérer qu'historiquement les syndicats sont dépassés, obsolètes, incapables d'offrir des perspectives de transformation sociale aux travailleurs ou a minima de s'opposer efficacement au capital ? Pour notre part nous ne le pensons pas. L'adoption d'un tel point de vue revient à notre sens à faire la confusion entre appareil et outil. Mais encore ? Reprendre l'initiative des luttes, les coordonner, les élargir devra se faire en dehors des appareils, malgré les appareils, contre les appareils. Il n'en demeure pas moins que l'outil syndical, à l'exclusion de celui offert par les syndicats complètement gangrenés par la collaboration de classe ou ceux qui par nature sont englués dans une logique purement catégorielle ou corporatiste demeure tout à fait pertinent.

Ni dieu, ni maître, ni César, ni tribun, voilà toutes choses qui nous vont comme un gant. Producteurs sauvons-nous nous-mêmes, poing levé et serré nous semble devoir être plus que jamais d'actualité. Nous pouvons aimer à l'occasion les Sex Pistols, par contre, et sans la moindre hésitation, nous balayons d'un revers de main le No Future des teigneux Londoniens. Enfin, puisque nous faisons un clin d'œil au mouvement punk, nous gueulons aux oreilles des travailleurs qui cultivent encore quelques illusions sur la capacité des « partenaires sociaux » à se reprendre, le fameux « do it yourself » (faites-le vous-même), slogan à entendre au sens collectif il va sans dire.

Théoriser l'impuissance ne sera jamais notre tasse de thé, voila qui doit être dit et c'est pourquoi nous le disons. Sauf à se résigner à une longue période de glaciation de nos existences, n'oublions jamais que des millions de personnes occupant la rue et neutralisant parallèlement l'appareil de production du pays jusqu'à l'aboutissement de leurs revendications est tout à la fois possible, indispensable… et désirable comme l'est tout printemps.

Sylvain Forestier

Brèves de combat

Comment faucher les gogos ?

La crise financière des subprimes devrait inquiéter tous les gogos qui, au lieu de défendre la sécu et les retraites, font des placements individuels dans des caisses privés. C'est leur argent qui va filer. Car le gouvernement démantèle les solidarités collectives, poussent vers le privé qui s'enrichit et fait votre faillite. Tout cela tient par vos renoncements, petits porteurs, petits boursicoteurs, petits malins, petit homme. Aux armes !

Les transports payants ne sont pas gratuits !

Selon les chiffres rendus publics par la SNCF, l'équipement d'un contrôleur coûterait autour de 2 800 euros, dont, en ordre de grandeur : 350 pour la tenue complète, 150 pour les sacoches et valises, 320 pour la pince, 300 pour le terminal de paiement électronique et 1 680 pour l'ordinateur de poche permettant le contrôle des titres électroniques, l'établissement des procès-verbaux, etc. Au bas mot donc, 80 % du coût lié aux outils de contrôle et répression par le fric. Multiplié par 11 000 contrôleurs, ce sont près de 25 millions d'euros d'électronique policier. Sûr que ça mérite de travailler quelques années de plus pour « aider » l'entreprise à amortir son investissement !

J'écris ton nom. . liberté.

Le fichage généralisé des personnes « susceptibles de troubler l'ordre public » prend une teinte particulière lorsqu'il s'agit des Rroms. Fichés en Italie, expulsés et méprises partout, ils restent les premières victimes du racisme d'État. Les temps que nous vivons ne sont pas loin de nous rappeler les premières heures de la montée des fascismes, la crise économique aidant.

Méthode Darcos

Pendant la reconstruction du collège Pompidou de Villeneuve-la-Garenne (92) qui durera trois ans, les élèves de SEGPA (Section d'enseignement général et professionnel adapté), en difficulté scolaire graves et persistantes, seront dans des classes sans fenêtre

Enterrement de première classe.

La coutume veut qu'en Bretagne lorsqu'un navire fait naufrage et que les corps des marins ne sont pas rendus par la mer, il y ait tout de même un enterrement mais sans les corps. On appelle cette cérémonie une « proella ».

Et bien, la venue de Sarkozy sur le site de Renault Sandouville accompagné de Carlos Ghosn PDG de Renault le lundi 6 octobre 2008 n'est pas faite pour nous rassurer, c'est plutôt un signe avantcoureur d'une mort lente mais certaine de l'usine de Sandouville. La proella n'est pas loin. Car, là où passe Attila tout trépasse.

À chaque fois que le Hun a promis ou donné sa parole aux travailleurs jamais elle n'a été concrétisée dans les actes. Les travailleurs qui avaient cru en la bonne parole du messie ont assisté impuissants à la fermeture de leur usine et sont allés tête basse grossir les rangs des demandeurs d'emploi.

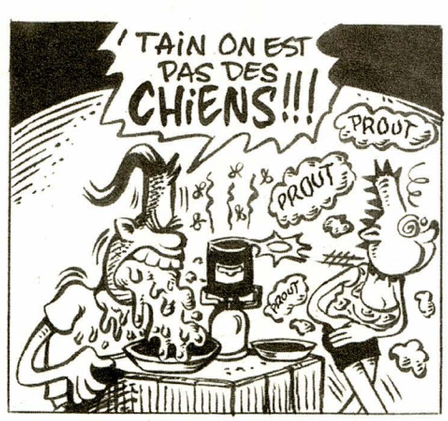
Le lundi 6 octobre le grand ordonnateur va pousser le vice jusqu'à venir provoquer les travailleurs sur « encore » leur lieu de travail. C'est certain, il va se répandre en grandes déclarations, il va promettre des solutions et la fabrication d'une nouvelle voiture pour 2012. Il va, comme il sait le faire, endormir la vigilance des travailleurs. Nous pouvons en être certains, son discours sera plein de circonvolutions, rien ne sera dit franchement, vous avez certainement remarqué que ce n'est pas la franchise qui étouffe l'olibrius. Et pour faire avaler toutes ces sornettes aux travailleurs, il va se parer de ses plus beaux atours, tel le paon qui veut séduire. Il va s'adresser également à toutes les chapelles syndicales et à la population pour se faire le prédicateur ; il se fera tour à tour chef d'État, derviche, chanoine, panchen-lama et lévite. Il s'agit de ratisser large. Il n'a pas encore prononcé les paroles divines qui sont supposées sauver le site de Sandouville que l'on peut déjà imaginer ce qui se passera en attendant 2012. En fait ce sont quatre années qui seront mises à profit par ses complices pour vider l'usine de toute présence humaine. Le processus est déjà sur les rails et, il n'y a aucune raison pour qu'il s'arrête, si les travailleurs ne prennent pas leurs destins à bras le corps en s'organisant loin des syndicats toujours prêts à faire des concessions.

Le bonimenteur va spéculer sur le temps et l'oubli. Pendant ces quatre années à venir beaucoup d'eau aura coulé sous le pont de Tancarville et l'usine aura été vidée de tout son potentiel humain. Ainsi le fossoyeur Ghosn et le chanoine-président pourront en toute tranquillité, quatre ans après le discours du 6 octobre 2008, procéder à une « proella » un enterrement sans le corps.

La seule solution pour sauver le site, c'est l'occupation de l'usine, la lutte et la mobilisation de l'ensemble des travailleurs de toute la région havraise, du département, de la région et du pays tout entier. En créant ce rapport de force indispensable, nous nous donnerons les moyens de jeter les bases d'une nouvelle société qui aura « l'homme » au centre de toutes les préoccupations en s'attaquant à toutes les formes d'avilissements des individus : les religions, l'exploitation, l'autoritarisme, les communes, les départements les régions l'État et son administration…

Ras le bol d'être exploité !

Sale temps pour les patrons à Noida près de New-Dehli. Le patron indien d'une filiale délocalisée d'un groupe industriel italien s'est fait massacrer à coups de barre de fer par la centaine d'ouvriers qu'il avait licenciés. Quatre cadre italiens ont échappé de peu à la colère légitime de ceux qu'ils exploitent. « Les travailleurs doivent être traités avec compassion. Ils ne doivent pas être poussés à bout, au point qu'ils fassent ce qui s'est passé à Noida » a déclaré le ministre indien du travail. Que nos patrons en prennent de la graine !



Grenelle, l'impasse

Face à la crise globalisée, les tenants du pouvoir, mus par un instinct d'autoconservation, nous refont le coup de l'Union sacrée. Pour satisfaire le Moloch de la propriété et de l'accumulation du capital, leur chœur incantatoire appelle les fidèles à abdiquer tout sens critique, toute revendication sociale. En économie comme pour les questions environnementales, les solutions ne sauraient être pensées en dehors du système capitaliste. Dans la droite ligne du compromis historique des accords de 68, c'est bien cette logique d'intégration de la société civile – syndicats et associations [1] qui a présidé lors de la grand messe du Grenelle de l'environnement. Mais à s'asseoir autour d'une table de négociation en l'absence de tout rapport de force, ces collaborateurs naïfs n'en finiront pas de déchanter. Le temps de la concertation terminée, les considérations libéralo-scientistes, à l'œuvre au printemps dernier lors de l'élaboration de la loi sur les OGM, ne manqueront pas d'alimenter les déconvenues à venir.

Un premier projet de loi, en débat cette semaine à l'Assemblée, reprend l'essentiel des 268 propositions du Grenelle 2007. Le ministre de l'Écologie y voit l'émergence d'une « croissance verte », mais il s'agit avant tout d'offrir de nouveaux débouchés industriels.

La protection de l'environnement n'est qu'un paravent du pouvoir et les décisions majeures (énormes cadeaux fiscaux aux plus riches, relance du nucléaire, sabotage du fret ferroviaire, relance des constructions d'autoroutes etc.) se prennent ailleurs. En un généreux geste pour la planète, Fillon s'applique à fermer le robinet… des crédits pendant que Borloo, tel une éolienne, s'emploie à brasser de l'air alors que son propre ministère se fait tailler en pièces (1 400 suppressions de postes prévues en 2009).

Fondamentalement, le Grenelle consacre une approche scientiste de l'écologie selon laquelle les progrès technologiques viendraient nous sauver. Ben voyons ! Dans le domaine des transports par exemple, nous savons très bien que l'amélioration des rendements des moteurs ne permet pas de compenser la boulimie du système, qui tire profit de la croissance du nombre de véhicules en circulation et de leurs équipements énergivores [2]. De plus, les incitations financières du type bonus-malus [3] ne sont pas acceptables pour le patronat qui hurle au risque de perte de compétitivité. Par ailleurs, les réflexions sur l'extension de cette taxe écologique à d'autres produits de consommation ont été renvoyée à une commission ultérieure… de profundis ! Elle y rejoindra sans nulle doute la taxe carbone dont la commission d'étude ne s'est toujours pas réunie… Bis repetita placent !

L'empilement de mesures portées par le Grenelle révèle l'absence de vision structurante et de long terme à la hauteur des enjeux. Face à un système qui se heurte de plus en plus fort aux limites physiques de la planète, nous savons que désormais, la seule orientation possible est celle de la décroissance. Mais le capitalisme est par essence incapable de s'interroger sur un usage rationnel des ressources. Le procédé est toujours le même : susciter le désir à grand renfort de publicité pour atomiser les êtres humains et les piéger dans un individualisme consumériste. Dans ces conditions, faut il vraiment s'étonner qu'en France, la moitié des déplacements automobiles font moins… de 3 km ?! [4]

Ces questions restent loin des préoccupations du Grenelle dont les arbitrages financiers sont reportés en 2009, lors des discussions sur le projet de loi « de transition environnementale », dont les dispositions renvoient prudemment à un décret d'application… ultérieur ! D'ores et déjà nous savons que les mesures se feront à financement constant. Le prêt à taux zéro permettant de répondre à l'enjeu, majeur, de rénovation thermique des bâtiments existants viendra simplement se substituer à d'autres dispositifs actuels (crédits d'impôts). Mais qu'on se rassure, tout cela reste incantatoire : les propriétaires pourront continuer à faire de l'habitat un placement spéculatif et pour l'amélioration thermique de leur logement, les locataires resteront soumis à leur bon vouloir !

Les lois Grenelle censées fournir un support à l'« écologie de marché », servent avant tout la logique du capital, dont le besoin vital d'expansion passe par une relance de la consommation. A l'opposé, la décroissance passe notamment par la mise en œuvre d'un axe majeur identifié par le scénario négawatt[5] : la sobriété énergétique. Les véritables leviers permettant de sortir de la crise relèvent de politiques globales permettant de relocaliser la production tout en renforçant l'autonomie des individus et des territoires. Pour en finir avec cette croissance mortifère, seul un projet de société porteur de valeurs d'entraide et de solidarité peut engendrer une autolimitation et un usage optimal des ressources. Mais pour cela, il faudra sortir du capitalisme.

Alex

Groupe Tous les maquis de la Fédération anarchiste

---

1. Cf. la déclaration de Serge Orru du WWF « Nous participons à notre façon au passage à une écologie de marché.», http://www.developpementdurablelejournal.fr/ 10 septembre 2008

2. Selon le CITEPA, les gaz à effet de serre émis par le secteur des transports en France ont augmenté de plus 20 % depuis 1990

3. Système de prime à l'achat de véhicules moins émetteurs de CO_2 théoriquement compensé par des taxes sur les véhicules les plus polluants

4. Selon l'ADEME

5. www.negawatt.org

Vers une écologie radicale

Une autre façon de penser l'écologie ? Trois journées de réflexion et d'échanges se sont déroulées à ce propos les 29, 30 et 31 août 2008, à Miremont en Auvergne. Fabien nous en rapporte ses conclusions.

Fabien Bon

militant écologiste et libertaire de Millau (Aveyron)

Catastrophe et soumission sociale

La dégradation irréversible de la vie terrestre due au développement industriel a été signalée et décrite depuis plus de cinquante ans. Ceux qui détaillaient ce processus et ses effets pensaient qu'une prise de conscience y mettrait un terme. Quels que fussent leurs désaccords sur les moyens à mettre en œuvre, tous étaient convaincus que la connaissance de l'étendue du désastre entraînerait une remise en cause quelconque du conformisme social.

Mais nous ne pouvons que constater ceci : la connaissance de cette détérioration s'intègre sans heurts à la soumission des individus à l'ordre social et participe surtout de l'adaptation à de nouvelles formes de survie en milieu extrême [1].

La société marchande crée des conditions de précarité et d'insécurité si aiguës que seul un accroissement de l'asservissement à la machine sociale peut encore faire passer cette montagne de misère humaine pour un monde vivable. En effet, il n'est nul besoin de compteur Geiger ou d'analyses de fumées toxiques, pour découvrir à quel point la société marchande est mortifère : avant de la subir en tant que consommateur, chaque individu doit l'endurer en tant que travailleur.

Des contestations paradoxales

Certains croient avoir tout dit lorsqu'ils critiquent les dérives néolibérales qui auraient inventé récemment la mondialisation. Cela nous permet ainsi de ne pas voir que cette logique d'universalisation depuis longtemps à l'œuvre n'est qu'un petit aspect du désastre.

La décroissance telle que certains la prônent, demande le rationnement volontaire pour les éco-citoyens et les consomm'acteurs. Ils réclament aveuglément des mesures étatiques (subventions, taxes). S'ils se risquent quelques fois à se déclarer anticapitalistes – dans une incohérence totale avec des propositions comme celles d'un revenu minimum garanti qui ne ferait que mieux intégrer les individus à la société de consommation issue du système capitaliste – ils ne s'aventurent jamais à remettre en cause la domination de l'État.

Nous devons cesser de penser en termes de réforme de la société capitaliste ? C'est à un niveau beaucoup plus fondamental, celui des rapports de production et de l'utilité même de cette production, qu'il faut agir pour inverser la tendance.

L'alternative ne peut pas être éventuellement écologique, elle l'est fondamentalement, parce qu'elle remet en cause les bases mêmes de la société marchande qui est à l'origine des désastres sociaux et écologiques.

Lutter contre le réchauffement de la planète, c'est juste empêcher la poubelle de déborder ; au lieu d'inventer une économie de la poubelle, il faut supprimer la cause, il faut supprimer le capitalisme [2].

Nous devons ainsi exclure le développement durable, l'État-providence, l'économie solidaire et autres artefacts d'un capitalisme équitable qui n'est qu'une forme de domination sociale moins visible que les autres.

Sortir des asservissements

Il nous faut donc sortir de l'asservissement à la machine sociale et aux promesses scientistes d'un progrès ininterrompu. C'est la seule issue envisageable. Elle suppose de sortir de la société marchande, voilà pourquoi son abolition est une nécessité. Nous devons sortir de cette société. Bien sûr nous pouvons la réformer, c'est ce qui se fait tous les jours pour différer la catastrophe dont elle ne cesse de nous menacer. Mais la catastrophe est là [1].

Il faut aussi en finir avec toutes les formes de soumission et d'aliénation – souvent intériorisées par les individus eux-mêmes – comme les religions, l'ordre moral, le salariat, le patriarcat, l'hétéro-normalité, le nationalisme, le militarisme, les superstitions, le racisme, le sexisme…

Ce que l'on a communément l'habitude d'appeler démocratie n'est que la façade participative de la soumission des individus à la machine sociale, puisqu'une minorité de la population donne tout pouvoir à un petit groupe de représentants par l'intermédiaire d'organisations bureaucratiques dont l'objectif affiché est d'assurer la pérennité d'un État tout puissant (qu'il soit de droite ou de gauche, un homme ou une assemblée peut décider du sort de plus de soixante millions d'habitants ou d'un seul individu, que ceux-ci soient d'accord ou pas).

Dans une perspective d'abolition de la société marchande, l'État – dont le rôle a toujours été de servir la machine industrielle – n'aura plus aucune utilité et devra en conséquence être aboli.

Abolition de l'État et autogestion

La société post-marchande sera composée de communautés autonomes et autogérées ou aucun rapport de domination et d'aliénation sociale n'existera. Dans l'esprit des communautés libertaires, chacun pourra se fixer ses propres règles dans le respect de l'autre. Cette autogestion devra non pas être une idéologie figée dans le marbre mais être toujours remise en question pour permettre l'émancipation de chaque individu au sein de l'écosystème.

Comment faire ?

Nous devons proposer une stratégie de contre-pouvoirs, praticable dès maintenant, qui sera susceptible d'ouvrir la voie à des ruptures ultérieures. Nous devons radicaliser, fédérer et autogérer les luttes pour remette la transformation radicale de la société à l'ordre du jour.

Dans les entreprises, dans les quartiers, dans les lycées et dans les universités, chaque lutte peut faire avancer la démocratie autogestionnaire : assemblées générales souveraines, mandat impératif de la base…

À l'heure de la globalisation de la société marchande, nous devons refuser les replis souverainistes et œuvrer à la coordination mondiale des luttes afin de combattre les inégalités et l'insécurité sociale car l'avenir est pour nous à la solidarité.

Nous devrons donc développer une stratégie extraparlementaire, c'est-à-dire en totale indépendance de l'État, du patronat et des partis bureaucratiques, car nous n'oublions pas que le rôle réel de tout poste ou mandat exécutif est de représenter et d'assurer l'autorité de l'État, c'est-à-dire d'organiser la soumission des individus. F. B.

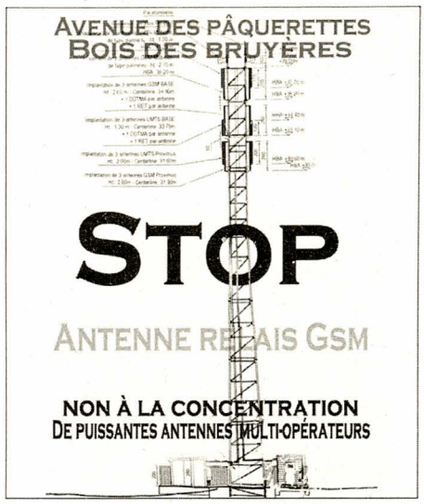
---

1. *Catastrophisme, administration du désastre et soumission durable*, de René Riesel et Jaime Semprun.

2. Intervention de Thierry Lodé, professeur d'écologie évolutive à l'Université d'Angers, auteur de *La Guerre des sexes chez les animaux*.

Antennes hertziennes

la lutte continue



En 2001, une école nîmoise qui scolarise 82 enfants, avait obtenu le retrait d'antennes de téléphonie mobile situées sur son toit. Une seule était restée en place, celle de « l'opérateur historique ».

En 2006, les parents d'élèves s'émeuvent de nouveau de cette antenne toujours en place. Pourtant, un vote du conseil municipal du 27 juillet 2002 stipule qu'il ne peut y avoir d'antenne à moins de cent mètres de locaux hébergeant des populations dites sensibles. L'opérateur concerné fait faire des relevés pour démontrer le caractère inoffensif de l'installation : les parents refusent de s'engager sur ce terrain technique, et reformulent leur demande. Le 26 mars 2007, interpellé par l'Association gestionnaire de l'école située sur le Mont Duplan à Nîmes, le maire s'engage par lettre à ne pas renouveler la convention qui le lie à l'opérateur. Selon cette lettre, l'antenne sera enlevée fin 2007. Les parents attendent. Il ne se passe rien.

Des parents impatients s'affranchissent alors des bienséances institutionnelles et décident de prendre le taureau par les cornes. Des pétitions sont mises en circulation, la presse locale s'empare du dossier et donne de l'ampleur à la polémique. Des contacts sont noués avec les personnes qui travaillent dans le bâtiment scolaire, avec les usagers des centres aérés situés dans ce même bâtiment, avec le comité de quartier… Le 1er mars 2008, une rencontre inopinée a lieu avec le maire, alors en campagne électorale. Décontenancé, il lâche de nouveaux engagements, qui sont, dans les faits, de nouveaux bobards.

Nouvelles communications des parents en colère à travers les médias locaux : le dossier prend de l'importance et empoisonne le maire nouvellement réélu et son équipe. Pour répondre à une lettre ouverte des parents d'élèves, l'élu UMP, dans une lettre du 7 avril, déclare qu'il n'a pas renouvelé la convention commerciale avec l'opérateur, et qu'à ce jour l'opérateur Orange est donc un « occupant sans titre ». Et de leur proposer de rencontrer sa nouvelle adjointe en charge de ces dossiers. Un délai supplémentaire est demandé pour trouver un site alternatif à l'antenne. Le dossier avance trop lentement à notre goût. Pourtant nous progressons !

Le 10 juin, une poignée de parents décident de s'inviter dans les agences commerciales de l'opérateur situées en centre-ville. Puisque l'opérateur est un « occupant sans titre » du toit de leur école, ils considèrent qu'ils ont légitimité à être occupants sans titre des agences d'Orange ! Trois agences seront donc visitées, avec prise de parole et diffusion de tracts aux usagers présents, au public devant l'agence, au personnel (pas toujours coopératif) et aux responsables. L'objectif est de faire pression directement sur l'opérateur et de nous rappeler au bon souvenir du maire. Le message est clair : nous nous en prenons directement à l'image de marque de l'opérateur et nous sommes prêts à revenir. Dans cette action non violente mais à la forme radicale, les journalistes présents furent des alliés précieux. Les parents impliqués découvrirent alors la force collective et subversive d'une action directe et non violente.

Quelques jours plus tard, contre toute attente, le 1er juillet, nous apprenons que la mairie de Nîmes donne à l'opérateur le 1er octobre comme ultime échéance pour démonter l'antenne de téléphonie du toit de l'école. Victoire ?

Dès la rentrée scolaire 2008, les choses se précisent : l'antenne sera déplacée du toit de l'école vers… le principal jardin public pour enfants dans la ville, 250 mètres plus loin ! Nous ne nous sommes pas battus pour obtenir ce résultat-là : protestations, concertations avec des associations de quartier, la lutte continue ! Pas d'antennes sur les têtes des enfants ! Les espaces publics nous appartiennent, et les capitalistes de la téléphonie mobile ne doivent pas s'imposer à nous.

Daniel du Gard
parent d'élève

Vague de suicides

parmi les vétérans américains

Le nombre des suicides parmi les vétérans américains de la guerre en Irak et en Afghanistan pourrait bien dépasser celui des tués au combat, déclare un chercheur états-unien, le docteur Thomas Insel, directeur de l'Institut de santé mentale de Bethesda, Maryland lors de la rencontre annuelle de l'Association américaine de psychiatrie le 4 mai 2008.

Les centres locaux de santé mentale, limités par leurs crédits, ne peuvent fournir suffisamment de soins, particulièrement dans les zones rurales. Le Dr Insel se faisait l'écho d'une étude de la Rand Corporation publiée le mois précédent selon laquelle 20 % des soldats qui reviennent souffrent de troubles post-traumatiques ou de dépression, et seulement la moitié d'entre eux reçoit des soins. Environ 1,6 million de soldats américains ont combattu dans les deux guerres depuis octobre 2001, dit le rapport. Environ 4 560 soldats sont morts au combat jusqu'à présent, affirme de Département d'État sur son site Internet. En se fondant sur ces chiffres et sur les statistiques de suicides pour les patients qui développent des complications liées aux troubles post-traumatiques, « il est fort possible que les suicides et la mortalité psychiatrique consécutive à cette guerre dépasse les morts au combat », dit le docteur Insel.

Les troubles post-traumatiques sont la conséquence de l'incapacité à faire face à un choc majeur tel qu'un accident de voiture, un viol ou un combat, dit Insel. Ces troubles peuvent rester inaperçus pendant des mois ou des années avant de faire surface et dans environ dix pour cent des cas les gens ne les surmontent pas.

« Nous ne savons pas encore comment prédire qui sera la personne la plus affectée », dit le Dr Insel. Le Pentagone ne conteste pas ce commentaire.

« Le Département prend la question du suicide très sérieusement, et un suicide est un suicide de trop », dit la porte-parole Cynthia Smith dans un courriel. Le Département a développé ses efforts pour encourager les soldats et les vétérans à ne pas se sentir stigmatisés s'ils réclament des soins mentaux, dit Smith.

Les soldats qui ont été exposés au traumatisme du combat sont les plus susceptibles de souffrir de troubles post-traumatiques ou de dépression, dit le rapport de Rand. Environ 53 % des soldats ayant vécu cette situation ont cherché des soins pendant l'année passée. La moitié de ceux qui ont reçu un traitement ont eu, selon les chercheurs de Rand, un traitement inadéquat.

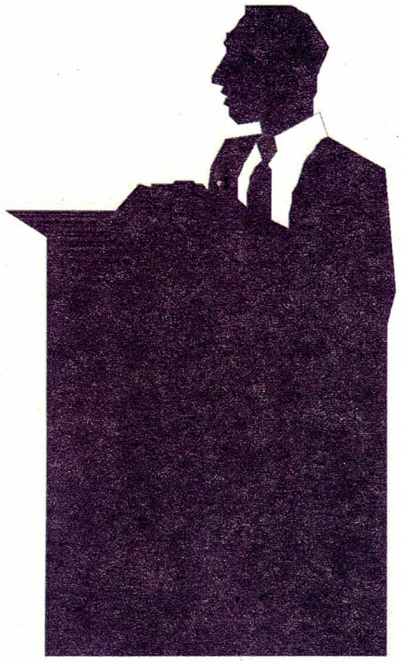
L'échec à traiter correctement les problèmes mentaux et neurologiques des soldats revenus du combat peut provoquer une chaîne d'événements négatifs dans la vie des vétérans qui en sont affectés, disent les chercheurs. Environ 300 000 soldats souffrent de dépression ou de troubles post-traumatiques, dit encore le rapport.

Transmis par René Berthier

Ce texte est une traduction libre d'un article d'Avram Goldstein, *Post-War Suicides May Exceed Combat Deaths, U.S. Says*, paru sur bloomberg.com le 5 mai 2008.

Obama ou Mac Cain ?

What's me worry ?



Qu'est-ce que cela change au bas mot pour avoir la frite ? Les médias nous gonflent avec les présidentielles américaines au moment même de la crise financière mondiale créée par les États-Unis. Et le gouvernement Sarkozy est bien coi. Eh bien cela ne changera rien.

Aux États-Unis, sous couvert de démocratie libérale et représentative, en fait ce sont les firmes et les lobbies qui gouvernent en instrumentalisant les représentants politiques et les hauts fonctionnaires. Ce sont eux, bien plus que les pékins moyens, qui financent les campagnes électorales à tous les niveaux, campagnes très coûteuses à cause de la médiatisation de plus en plus outrancière des processus électoraux. Les lobbies sont partout. Ils sont dans l'administration par suite de la politique des dépouilles : à chaque alternance, la nouvelle équipe politique truffe la fonction publique d'affidés présentés par les lobbies aux fins d'espionnage des projets gouvernementaux et de bonne orientation des décisions en leur faveur. La chose est facilitée par la pratique des « revolving doors » ou portes de saloons ou d'hôtels : on circule allégrement dans les deux sens entre fonctions privées et publiques ; le politicard battu trouve un bon poste dans les firmes qu'il a soutenues ; l'affairiste accède à des responsabilités politiques ou administratives parce qu'il a été repéré par le politicien. Ainsi les organes de contrôle (par exemple à la Food and Drug Administration et dans toutes les prétendues agences de régulation ou laboratoires publics) sont-ils infestés d'affairistes et d'experts stipendiés par les lobbies. Et il y a des chouchous, comprenez les gros contributeurs aux campagnes électorales : la finance, que l'on essaie de sauver, le secteur pétrolier qui obtiendra sûrement l'exploitation renforcée des schistes bitumineux en Alaska, les firmes pharmaceutiques ou chimiques, les médias, l'aéronautique (d'où le fait que Boeing a réussi à faire annuler un appel d'offre en faveur d'Airbus), l'électronique, les producteurs de coton et de façon générale les lobbies agricoles, etc.

...sous couvert de démocratie libérale et représentative, en fait ce sont les firmes et les lobbies qui gouvernent.

Un représentant (député), un sénateur, un gouverneur, en réalité, ne représentent jamais que leur pré carré et défendent les intérêts de leurs électeurs, là les gros agriculteurs (maïs, coton, soja, viande), ici les industries locales, ailleurs les forestiers, etc. Comme toutes ces exigences des lobbies sont évidemment contradictoires et comme chaque représentant dépend de ses propres lobbies, alors obtenir un accord dans les chambres relève de l'exploit. On y parvient en passant des accords entre politiciens sur le thème « passe-moi la rhubarbe, je te passerai le séné ». Ces « bargainings » conduisent à des compromis provisoires, ce qui fait que toute politique de long terme se trouve exclue, de même que l'intérêt

Obama ou pas, la corruption de la démocratie par l'argent durera.

général qui devient celui des lobbies ayant compromis entre eux via les politiciens. Et il n'y a pas de raison que cela change. Quarante-trois sénateurs sur cent sont multimillionnaires, 123 représentants sur 435 : normal, ils s'enrichissent pendant leur mandat et ils sont choisis comme candidats aux élections en fonction de leur richesse pour financer le parti. Obama ou pas, la corruption de la démocratie par l'argent durera.

Il y a un point d'accord général : la défense des intérêts impériaux et impérieux des États-Unis partout dans le monde, le maintien des pouvoirs exorbitants de la puissance impériale. On ne signe pas les accords de Kyoto et suivants car il ne faut pas handicaper l'industrie américaine ou nuire au mode de vie des Américains, on ne signe pas non plus les accords sur les bombes à fragmentation ou antipersonnel ou sur le TPI, on envahit l'Irak sous prétexte de lutte antiterroriste et de démocratie afin de contrôler les approvisionnements pétroliers, on a soutenu des tas de dictature (y compris les Talibans contre l'URSS ou l'Irak contre l'Iran) pour éviter le communisme ou le terrorisme, en fait pour propulser le néolibéralisme. On fait financer ses déficits commerciaux et budgétaires par le reste du monde, à commencer par la Chine, et on vit à crédit grâce à la suprématie du dollar. Ce 19 septembre, heure de Paris, les États-Unis annoncent un plan de sauvetage de la finance, plan qui coûtera entre 800 et 1 000 milliards de dollars et qui sera, évidemment, financé par l'emprunt, donc largement par l'étranger. On a profité de la domination étatsunienne au FMI et à la BM pour imposer des « plans d'ajustement structurel » aux pays souhaitant leur emprunter. On met des tas de contraintes (normalisation sanitaire et technique, obstacles juridiques, etc.) aux importations tout en prônant le libre-échange. On propulse la libre entreprise tout en intervenant massivement dans l'économie : subventions, commandes, normes, crédits, etc. Obama ou pas, l'impérialisme (politique, économique, financier, moralisateur) continuera.

Obama ou pas, l'impérialisme (politique, économique, financier, moralisateur) continuera.

Les États-Unis sont minés depuis longtemps par la potentialité d'un krach financier parce qu'ils vivent à crédit sur le dos du reste du monde ; cela ne saurait durer mais, pour des raisons électorales, ils ne peuvent changer de politique ; il leur faut donc, Obama ou pas, continuer d'exploiter les autres pays et tout faire pour maintenir le système financier américain de vie à crédit sur le dos de la planète.

La puissance impériale, le « centre » du monde, bat de l'aile. Elle est concurrencée par les pays émergents en matière économique (Chine, Inde, Brésil, etc.), et a désormais de sérieux adversaires politiques en Amérique du Sud, laquelle commence à s'unir. Une banque internationale a été créée pour se passer des services du FMI et de la BM. Le grand projet de Moyen-Orient démocratique s'éloigne : l'Irak est devenu un chaos de rivalités entre Kurdes, sunnites et chiites, l'Afghanistan a été largement reconquis par les talibans, les seigneurs de la guerre, la production d'opium et la corruption, le Pakistan, même débarrassé de Musharraf, reste mené par l'armée et ses services secrets, proches desdits talibans. Poutine a pu quasiment annexer l'Abkhazie et l'Ossétie du sud à la barbe de l'Otan et des États-Unis. Donc l'empire a du mal à faire régner son ordre moral, sa démocratie libérale, son libéralisme économique. Les États-Unis sont honnis dans le monde musulman (1 milliard de personnes) pour cause d'arrogance dans leur prosélytisme libéral et moral. Les multiples bavures dans lesquelles de simples civils sont massacrés en nombre les font détester encore plus et nourrissent les rangs d'Al Quaida et du terrorisme. À quoi se rajoute un soutien indéfectible et disproportionné à l'État annexionniste d'Israël. Malgré sa puissance (les États-Unis ont un budget militaire supérieur à celui du reste de la planète), l'empire ne rencontre pas de succès militaires et s'enlise dans des opérations d'occupation ; déjà il ne peut plus intervenir ailleurs sauf pour défendre ses positions pétrolières.

Et que fait une puissance impériale en perte de vitesse ? Elle se raidit, elle menace, elle affiche encore plus haut son pavillon d'empire du bien contre le mal, elle fait corps patriotique contre les opposants intérieurs et extérieurs. C'est ce qui explique la réélection de Bush II en 2004. Après le 11 septembre 2001, l'intrusion en Afghanistan, l'intervention en Irak : les Américains se sont réunis sous la bannière étoilée sous forme de redite de l'Union Sacrée de 1914 en France. Ils n'ont pas protesté contre la sévère limitation de leurs libertés par le Patriot act. Qui dirait le contraire passerait aussi sec pour un traître, c'est pourquoi Obama et Mc Cain font de la surenchère sur le sujet. Obama promet de retirer les

Et que fait une puissance impériale en perte de vitesse ? Elle se raidit, elle menace, elle affiche encore plus haut son pavillon d'empire du bien contre le mal...

troupes d'Irak assez rapidement. C'est une promesse douteuse, car après avoir atisé les conflits entre les différentes communautés ethniques et religieuses afin de mieux régner sur tous, ils risquent de laisser une situation de chaos. De plus la guerre dope l'économie et les profits : les firmes américaines gagnent des mille et des cents dans la prétendue reconstruction de l'Irak, les entreprises irakiennes ont été détruites par la concurrence des industriels américains après que les États-Unis y eurent imposé l'économie libérale (comme en Russie sous Eltsine), les boîtes de sécurité (dont la filiale d'Halliburton autrefois dirigée par Cheney, le vice-président) y font leurs choux gras avec des surfacturations payées par les contribuables. La guerre fait bien marcher le complexe militaro-industriel et si on y mettait fin, cela engendrerait beaucoup de chômage. Du reste, le lobby afférent saura convaincre les représentants, disposant d'une usine ou de filiales chez eux, de l'impossibilité du retrait. Obama ou McCain n'y changeront rien.

Dans les campagnes reculées, dans les villes sinistrées, il ne reste que la croyance en un monde meilleur dans l'au-delà pour endurer les méfaits du capital.

Depuis toujours les Américains sont convaincus d'être le nouveau peuple élu. N'a-t-il pas inventé la démocratie, l'égalité des chances et la réussite potentielle pour chacun s'il est méritant et travaille, le libre-échange, la liberté, la protection des « droits de l'homme », etc. Ils estiment que leur mission est d'exporter ces merveilles partout. Reconnaître qu'elles ne sont qu'une croyance (du reste fort peu réalisée chez eux désormais) saperait leur moral et leur unité. Et abandonner la mission serait implicitement reconnaître qu'elle n'était pas si bonne que cela et pas si universelle. Les États-Unis sont donc condamnés pour longtemps à continuer de propager l'excellence de leur modèle, celui qui fait leur si belle identité et qui, croient-ils, les fait envier de par le monde. Obama et McCain ne peuvent changer la culture américaine par décret ; ils vont continuer à entretenir le mythe malgré sa dévaluation, notamment à cause de la catastrophe financière qu'ils ont suscitée dans le monde.

Obama et McCain ne changeront pas les coutumes et les mentalités qui signifient que le pauvre, l'exclu sont responsables, seuls, de leur situation.

Il y a aux États-Unis dans les 80 millions de chrétiens protestants de tout poil (un seul fromage plâtreux et trois cents religions, comme disait de Gaulle) extrémistes en religion et contre les mœurs dépravées des grandes villes de l'Est ou de l'Ouest. La religiosité imprègne le pays depuis toujours. Les grenouilles de bénitier pèsent très lourd dans les élections américaines et les candidats font assaut de soumission aux curetons de tout poil pour séduire leur électorat. Dans les campagnes reculées, dans les villes sinistrées, il ne reste que la croyance en un monde meilleur dans l'au-delà pour endurer les méfaits du capital. Et, ô merveille, le travail en profondeur des « think tanks » de droite, des néo-conservateurs depuis trente ans ont réussi à convaincre le plouc moyen qu'il fallait éradiquer l'État et baisser les impôts… des riches. Il n'y avait pas à forcer : depuis toujours le pays se méfie de l'État et communie dans le mérite individuel et la compétition sociale pour tous. Obama et McCain ne changeront pas les coutumes et les mentalités qui signifient que le pauvre, l'exclu sont responsables, seuls, de leur situation. C'est de ce travail idéologique que Sarkozy a bénéficié et qu'il va renforcer.

Obama ou McCain ont-ils un vrai programme contre les inégalités ? Non, kif kif bourricot…

La Cour suprême est désormais un machin dominé par la droite la plus conservatrice. Or, elle peut empêcher toute évolution au nom des saintes écritures de la constitution ayant plus de deux siècles et des amendements, dont celui sur la libre disposition d'armes privées. Vous avez vu Obama et McCain s'opposer à la National Rifles Association ?

Depuis des années, à partir de la mise en place de « l'affirmative action » et de la reconnaissance des droits des Noirs, les États-Unis ont substitué la lutte contre le racisme à celle contre les inégalités. Or, l'inégalité économique et sociale des Noirs et des Latinos dépend bien plus de leur situation socio-économique que de leur prétendue race. Obama ou McCain ont-ils un vrai programme contre les inégalités ? Non, kif kif bourricot… Le match américain a l'avantage de faire oublier la dégradation accélérée de la situation en France ; c'est donc l'essentiel pour les politiciens, les affairistes et les médias. J. L.

Sous le foie gras, la trique

L'Atelier de création libertaire vient de publier l'un des meilleurs livres de toute son existence; si l'on oublie les subjonctifs erratiques et les accents circonflexes indus, « *L'infini saturé, espaces publics, pouvoirs, artistes* » de Michel Guet est une lecture utile, forte, voire indispensable. Le livre ne parle pas que de toiles et d'expositions, ou plutôt il montre à quel point l'art a eu partie liée avec le pouvoir, et à quel point la présente et intolérable dictature de l'image en découle.

Première idée essentielle: le pouvoir économise ses forces, jamais illimitées, en se montrant. Le signe du pouvoir permet de faire l'économie du pouvoir réel. Concrètement; les panneaux de sens interdit permettent de réserver les gendarmes à la répression des manifestations.

Premier corollaire essentiel: le pouvoir s'occupe donc toujours, partout, tout le temps de contrôler l'image, pour la mettre à son service, puisqu'elle lui économise ses forces.

Corollaire du corollaire: « Tout ce qui augmente le pouvoir de l'image augmente le pouvoir tout court ». Arrêtons-nous là. Réfléchissons à cette phrase extraordinaire, qui résume et Boorstin, et MacLuhan, et Virilio, bonne part de Bourdieu, Barthes, Debord et tant d'autres.

Corollaire du... du...: « Les meilleurs d'entre (les artistes) furent de tout temps proches du pouvoir, flattés par lui, privilégiés et largement payés pour leurs compétences; mais aussi tenus à distance raisonnable, sous haute surveillance, on comprend aisément pourquoi; ils avaient à produire les accessoires du pouvoir mais n'avaient pas à s'en servir. » « Par tradition il faut entendre ici les conditions qui font que d'une génération à l'autre, le saut ne doit être si grand dans la manière de représenter, qu'il ne soit plus possible aux fils de reconnaître le pouvoir auquel ont obéi leurs pères. Sans quoi se perd le pouvoir. Si l'écart est trop grand, le pouvoir se sent dépossédé du pouvoir, il ignore ou sanctionne alors l'artisan qui s'est écarté de l'entendement suffisant et nécessaire; ce qu'il fait n'est pas recevable par le commun, n'est point compris et ne vaut donc pour le pouvoir. » De fait, note Guet, combien de peintres, avant Courbet, ont montré la plus petite velléité de rébellion? David, valet de Napoléon, Vélasquez chevalier d'Alcantara, Le Brun graisseur de la machine à soleil, Michel Ange décorateur des papes, Léonard mercenaire à condottieri?

Deuxième idée essentielle: on peut diviser l'espace humain, l'espace social, en espace public et espace privé. Le livre imprimé fut une manière extrêmement puissante, de même que la peinture de chevalet et la gravure, de faire entrer l'espace public dans l'espace privé. (Définition de l'artiste selon Michel Guet: « Celui qui fait le pouvoir ostentatoire dans l'espace public. »)

Deuxième corollaire essentiel: le pouvoir a toujours tenté d'arraisonner le livre. L'histoire de la résistance du livre est à peu près l'histoire de la résistance au pouvoir, tout court.

Troisième idée essentielle: l'invention de l'assassin du livre, l'écran (c'est-à-dire la vieille amie du pouvoir, l'image, mise en mouvement, rendue aveuglante par sa vitesse même) a redonné du poil de la bête au pouvoir. L'écran est à présent dans les mains des deux pouvoirs médiatique et économique (je différerais de Guet en rappelant que le pouvoir médiatique n'est en rien autonome à l'égard du pouvoir économique, dont il est le chien de garde et l'aboyeur, comme le fut par exemple l'Église au XIXe siècle) et il opprime par une stratégie des plus simples et des plus efficaces. Le gavage.

Mettons qu'une idée féconde, une idée subversive, opératoire soit un diamant. Comment cacher un diamant? Le mettre dans un coffre-fort? Non, une bonne vieille barricade et la banque tombera aux mains du peuple, qui sait se servir d'un chalumeau.

Bien mieux; versez quinze millions de brillants en strass dans une benne. Mettez le diamant dedans. Touillez. Et ouvrez la benne au strass: chacun est libre! Plus de restrictions d'accès, nègres, bicots, youpins, pauvres, femmes, tout le monde peut fouiller dans la benne. Ça brille pour tous!

Le gavage intensif d'images a deux fonctions: un, nous dresser au respect de l'image... donc au respect tout court. Deux, saturer notre esprit critique. Forcer notre cerveau à faire le tri dans les sept ou huit mille messages publicitaires par jour que subit un citadin est une bonne méthode pour que l'autocollant anarchiste sur un tuyau de gouttière passe inaperçu. Selon Michel Guet, l'espace public est à présent une « bouteille molle dont le volume n'augmente que de ce qui, par le goulot, est introduit à l'intérieur ».

Et là, ô surprise, les milliers de producteurs d'images, les vidéastes, infographistes, publicitaires et autres relationneurs publics reprennent la fonction des Velázquez et des Titien. Le génie en moins, l'abondance, l'omniprésence, le martèlement en plus. Paul Virilio avait raison de réclamer que l'on protège la « liberté de perception ». Guet, lui, a raison de parler de « violation de domicile ».

Nestor Potkine

qui ne se sent pas une âme de foie gras.

Tableau de Grégoire Debailly

Entretien avec la FARJ,

Fédération anarchiste de Río de Janeiro

(extraits)

Thierry Libertad: Qu'est-ce que la FARJ et depuis quand existe-t-elle?

Fédération anarchiste de Rio de Janeiro: La FARJ est une organisation anarchiste spécifique, fondée le 30 août 2003. Elle est le résultat d'un processus de luttes et d'organisation à Rio de Janeiro qui remonte à des dizaines d'années. L'objectif, lors de sa création, était de consolider une organisation anarchiste qui tenterait de récupérer le vecteur social perdu par l'anarchisme brésilien depuis les années trente.

T.L.: Qu'entendez-vous par « récupérer le vecteur social »?

FARJ: Nous désignons par vecteur social de l'anarchisme sa présence et son influence dans les mouvements populaires et dans la lutte des classes. L'anarchisme, en tant que proposition pertinente, n'a jamais disparu du Brésil mais a perdu, au cours des années trente, son premier grand vecteur social, représenté, à cette époque, par le syndicalisme révolutionnaire. Les raisons en sont multiples: la relation de dépendance des syndicats envers l'État, la répression des autorités, l'offensive bolchevique, l'abandon par de nombreux militants, concevant le syndicalisme comme une fin en soi, de l'organisation anarchiste spécifique... Le fait que les anarchistes ne soient pas mieux structurés a contribué à ce qu'ils ne retrouvent pas d'autre vecteur social. Notre objectif est donc de trouver de nouveaux mouvements sociaux qui pourraient permettre une « réinsertion » de l'anarchisme.

T.L.: Comment s'est créée la FARJ?

FARJ: En 2002, nous avons commencé un cycle d'études où nous avons discuté des textes classiques, ainsi que des modèles d'organisations spécifiques (telle que la FA uruguayenne) ou synthésiste (comme la FA). Le groupe qui est resté jusqu'à la fin des débats a fondé la FARJ.

T.L.: Quel a été finalement le modèle d'organisation adopté?

FARJ: Nous avons opté pour le modèle spécifique – également connu sous le nom d'« anarchisme organisé » – en grande partie inspiré de celui de la FAU. Suite aux discussions que nous avons eues, nous sommes arrivés à la conclusion qu'il était indispensable de travailler avec les mouvements populaires et sociaux.

T. L.: Pouvez-vous détailler la manière dont fonctionne cette organisation?

FARJ: Nous considérons que la fonction de l'organisation spécifique anarchiste est de coordonner et de faire converger les forces militantes, en construisant un instrument de lutte solide et efficace, ayant pour objectif final

la révolution sociale et le socialisme libertaire. Dans cette optique, l'organisation – ou minorité active – cherche à influencer les mouvements et les luttes dans lesquelles elle est investie, afin que leur mode de fonctionnement soit le plus libertaire possible. Pour nous, l'unité théorique est indispensable. Elle doit toujours être obtenue collectivement et de manière horizontale. Une fois définis la ligne théorique et idéologique, ainsi qu'un programme stratégique, tous les militants – l'organisation étant considérée comme un tout – ont pour obligation de mener à bien toutes les actions tactiques définies dans le programme stratégique. En résumé, tous doivent « ramer dans la même direction ».

T.L.: Qui intègre la FARJ et comment fonctionne-t-elle?

FARJ: La FARJ est une organisation qui rassemble, d'un côté, des militants organiques et de l'autre, un réseau de soutien. Les militants organiques sont répartis sur des « fronts de travail », ou « fronts d'insertion ». Actuellement, nous en avons trois: occupations urbaines, communautaire et, depuis 2008, agro-écologique. La politique menée sur ces fronts est déterminée collectivement par l'organisation, mais ils possèdent une certaine autonomie pour la mettre en pratique.

T.L.: Quelles sont les activités du front d'occupations?

FARJ: Ce front est impliqué dans le soutien aux occupations urbaines qui, au Brésil, possèdent un caractère un peu différent. Ici, les occupations sont effectuées par des personnes pauvres, victimes de violences policières ou du trafic de drogue dans les favelas, ou qui vivent sous des ponts ou des autoroutes – une situation qui n'a rien d'extraordinaire dans les grandes villes brésiliennes. Aujourd'hui ce front travaille avec cinq occupations.

T.L.: Et le front communautaire?

FARJ: C'est lui qui est responsable de notre bibliothèque sociale Fábio Luz. Elle existe depuis 2001 et possède plus de mille livres sur l'anarchisme et sur des thématiques variées. Ce front gère également le centre de culture sociale de Río de Janeiro. Cet espace social accueille de nombreuses activités: travail de recyclage, soutien scolaire pour les jeunes des quartiers défavorisés, ainsi que des ateliers de théâtre, des événements culturels, des fêtes... Le groupe de recherche Marques da Costa, qui s'y réunit, produit la réflexion théorique de l'organisation.

T.L.: Pouvez-vous nous parler des activités du front agro-écologique?

FARJ: L'un de ses objectifs est de soutenir des expériences d'agriculture déjà existantes et de stimuler l'émergence de nouveaux projets, toujours selon une perspective libertaire. Il organise des ateliers sur la consolidation et la sauvegarde de l'agriculture, de l'agro-écologie, de l'écologie sociale, de l'éco-alphabétisation et de l'économie solidaire destinés aux travailleurs, aux militants des mouvements sociaux et aux étudiants.

T.L.: Et les autres projets de la FARJ?

FARJ: Nous éditons le journal *Libera* et la revue *Protesta!* (en collaboration avec le Collectif anarchiste Terre Libre de São Paulo); nous publions des livres, tels que *l'Anarchisme social* de Franck Mintz, *l'Anarchisme aujourd'hui* de l'Union régionale Rhône-Alpes et *Ricardo Flores Magón* de Diego Abad de Santillán.

T.L.: Actuellement, dans quelle situation se trouve le mouvement libertaire brésilien?

FARJ: De notre point de vue, il n'y a pas de « mouvement libertaire brésilien », car l'idée de « mouvement » implique une articulation plus ou moins effective entre les groupes qui, actuellement, n'existe pas. Avec la fin de la dictature militaire, dans les années quatre-vingt, il y a eu une résurgence de l'anarchisme. À partir des années quatre-vingt-dix, de nombreux anarchistes ont commencé à discuter plus en détail des questions d'organisation. Une tendance spécifique a surgi. Une tendance synthésiste a fini par former quelques groupes. Enfin, une ligne plus individualiste, ou postmoderne, se développe, principalement depuis 2000.

T.L.: Quels types de relations la FARJ entretient-elle avec ces tendances?

FARJ: Suite à des problèmes avec les autres organisations spécifiques, nous avons décidé de ne plus travailler avec elles. Nous jugeons également qu'il n'est pas possible de travailler avec les individualistes puisqu'ils défendent un anarchisme « style de vie », n'ayant pas pour objectif la lutte sociale. Nous avons donc cherché, parmi les organisations non spécifiques, des groupes en accord avec un concept plus large et que nous défendons, celui d'« anarchisme social ». Avec ces groupes, nous avons réalisé plusieurs projets, parmi lesquels des publications, des événements...

T.L.: Pour vous, que signifie l' « anarchisme social »?

FARJ: Souhaitant dépasser la division classique entre les différents courants (communisme, syndicalisme, individualisme), l'« anarchisme social » cherche à regrouper en son sein les tendances attachées aux questions sociales (luttes, mouvements populaires, etc.) et au socialisme libertaire. Il défend les concepts d'organisation et de travail social et prône un retour organisé aux luttes populaires, en encourageant la présence des anarchistes aux côtés des opprimés.

T.L.: Comment les gens perçoivent-ils votre action?

FARJ: On réserve un bon accueil à toutes les activités que nous menons. Pour que notre travail soit bien accepté et respecté, nous devons avoir l'humilité suffisante pour savoir écouter, réussir à construire ensemble, sans vouloir imposer notre forme de penser aux autres. Nous sommes persuadés que de nombreux projets n'aboutissent pas en raison d'une certaine arrogance et d'un certain autoritarisme de groupes ou de personnes qui ne suivent pas ces concepts éthiques fondamentaux. Pour nous, l'éthique est un principe non négociable et l'un des piliers de notre organisation. Notre objectif est de stimuler, d'être côte à côte, d'offrir notre solidarité quand elle est nécessaire ou requise.

TL: Dans quels secteurs de la population l'anarchisme se développe-t-il le plus? Existe-t-il un profil particulier du militant brésilien?

FARJ: Ici, la grande majorité des organisations et des groupes anarchistes est composée d'étudiants et de travailleurs. Le profil n'est pas homogène mais, globalement, il y a plus de Blancs que de Noirs, et pratiquement personne appartenant à d'autres groupes ethniques (indigènes, etc.). Il y a davantage de militants issus des classes moyennes et moyennes basses que des classes défavorisées ou très défavorisées. L'âge varie assez. Il y a plus de militants qui possèdent un niveau universitaire que de militants sans. Au niveau des emplois, il y a un peu de tout. Enfin, il y a plus d'hommes que de femmes.

T.L.: Il me semble que l'anarchisme brésilien est plutôt un phénomène urbain.

FARJ: Tu as raison. L'anarchisme au Brésil a toujours été plus urbain que rural. Néanmoins, nous sommes en contact, entre autres, avec le Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST). Selon les informations que nous avons, sa base est très réceptive aux idées anarchistes et porte une grande attention à Magón et à la Révolution mexicaine.

T.L.: Entretenez-vous des relations avec l'extrême gauche?

FARJ: Nous n'avons pas de relations avec les partis trotskistes ou bolcheviques, mais, sur le terrain, nous avons des liens avec des mouvements sociaux de différentes tendances. Régulièrement, nous signons des documents ou des appels avec des organisations qui ne sont pas anarchistes mais qui se situent dans le large camp de la « gauche ». Nous sommes

très peu sectaires et disposés, dans la mesure du possible, à agir avec des gens ou des organisations d'une autre idéologie, mais en défendant toujours nos propres principes et en étant conscients des différences idéologiques qui nous distinguent.

T.L.: Peut-on parler d'une résurgence du mouvement anarchiste en Amérique latine?

FARJ: Notre impression est que le nombre de militants et de groupes n'a pas augmenté de manière significative. C'est pourquoi nous ne croyons pas que l'anarchisme en Amérique latine se développe quantitativement. Cependant on ne peut pas nier que ces groupes sont toujours plus organisés. En conséquence de quoi, la force et la portée de l'anarchisme augmentent, d'où l'impression peut être d'une « résurgence ». Dans ce sens, pour nous, la croissance est plutôt qualitative que quantitative.

T.L.: Peut-on considérer que le mouvement anarchiste brésilien, et plus généralement latino-américain, possède une spécificité propre qui le différencierait de l'anarchisme européen?

FARJ: À notre avis, il y a des traits communs entre les réalités latino-américaine et européenne, mais le contexte et l'histoire ne sont pas les mêmes. Les considérations idéologiques quant à elles ne sont pas très différentes. Notre défi consiste donc à réfléchir à comment appliquer l'anarchisme, c'est-à-dire ces considérations idéologiques, dans le contexte dans lequel nous sommes; comment agir avec un peuple qui est le fruit d'une histoire de colonialisme, d'esclavage et qui a reçu, de la réalité européenne, des influences très diverses.

T.L.: Une grande partie des pays d'Amérique latine ont actuellement à leur tête des gouvernements de gauche, ou qui se revendiquent comme tels. Qu'en pensez-vous?

FARJ: Selon nous, cette vague progressiste de gouvernements « de gauche » est le résultat des flux et reflux du capitalisme qui permettent à ces gouvernements d'être élus, en suivant une position plus progressiste, en soutenant un discours plus « populaire », mais en administrant le capital en faveur de l'élite économique. Nous ne sommes pas en train d'affirmer qu'une dictature reviendrait au même – cela serait un contresens total de notre part. Cependant, le fait que ces gouvernements progressistes aient tendance à calmer les mouvements sociaux les plus combatifs, les incitant à agir depuis les sphères de l'État, en leur offrant « un espace institutionnel », doit être mis en question.

T.L.: Avec le mouvement « altermondialiste », le modèle de démocratie participative expérimenté à Porto Alegre est devenu très célèbre. Quel est votre avis sur ce sujet?

FARJ: Le modèle de Porto Alegre est semblable au mouvement de cogestion dans les entreprises capitalistes. Les travailleurs sont écoutés lors des prises de décision par les administrateurs et les patrons, mais cette participation sert avant tout à améliorer l'investissement des employés au sein de l'entreprise et les résultats financiers. Selon nous, tout système de « démocratisation » – dans une entreprise du secteur privé ou dans une instance de l'État – doit venir d'en bas, comme une exigence des classes les plus exploitées, afin que les décisions soient prises en leur faveur.

T.L.: Dans quelle situation économique se trouve le Brésil?

FARJ: Le Brésil est un pays aux dimensions continentales (en surface, c'est le cinquième pays le plus grand du monde), occupant presque la moitié de l'Amérique du Sud. En plus du district fédéral, vingt-six États sont « fédérés ». Sa population est de plus de 180 millions d'habitants. Le Brésil possède l'économie la plus développée d'Amérique latine, avec un PIB dépassant 2 500 milliards de reales (plus de 1 500 milliards de dollars).

Cependant, c'est un pays qui connaît de graves problèmes sociaux. L'inégalité sociale est extrêmement prononcée. Par exemple, les revenus moyens des 10 % les plus riches sont 28 fois supérieurs aux revenus des 40 % les plus pauvres.

T.L.: J'imagine que dans les favelas la population doit recourir à sa créativité pour résoudre directement certains de ces problèmes. N'y aurait-il pas ici un espace pour articuler certaines pratiques d'auto-organisation populaire avec le projet autogestionnaire libertaire?

Ideal Peres en 1976

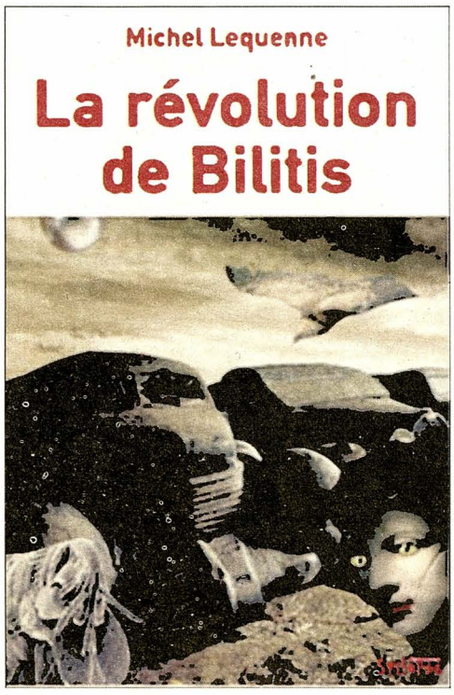
FARJ: Cela ne se passe pas tout à fait comme cela. Ce n'est pas parce que l'État n'est pas présent que nécessairement surgissent la créativité et l'auto-organisation. L'État est nécessaire pour soutenir le capitalisme, mais être sans État ne signifie pas que nous serons sans capitalisme ou d'autres formes de domination; les idées et les pratiques libertaires ne surgiront pas automatiquement. Selon nous, croire cela est une erreur. Le néolibéralisme et les ultralibéraux sont là pour nous le prouver. Si la critique de l'État et les tentatives de minimiser son rôle ne sont pas accompagnées d'un questionnement très sérieux du capitalisme et des autres formes de domination, il n'y aura ni créativité ni autogestion; en résumé, il n'y aura pas d'anarchisme. S'il y a une forte présence anarchiste à ces endroits, quand les contradictions et les luttes sont le plus apparentes, alors l'anarchisme représentera une alternative. Mais si l'anarchisme n'est pas suffisamment propagé, il restera en marge des événements. Si nous ne sommes pas présents, d'autres idées feront surface et seront responsables de prolonger la domination et l'exploitation.

Les fondateurs de la FARJ le 30 août 2003.

Federação anarquista do Rio de Janeiro (FARJ)
Caixa Postal 14576
CEP 22412-970
Río de Janeiro
RJ, Brasil
www.farj.org
farj@riseup.net

L'intégralité de l'entretien peut être consulté sur le site divergences.be

La révolution de Bilitis



Étrange. Lorsque j'ai eu fini de lire ce roman, je me suis rendue compte que le marque-page utilisé, un coin de quotidien arraché rapidement pour ne pas perdre la page, représentait une publicité pour un parfum pour homme… Je n'avais pas fait attention, envahie par la lecture de cette *Révolution de Bilitis*.

C'est un homme qui a écrit cette histoire. Et le titre nous suggère une révolution féministe après la Grande Guerre atomique épouvantable. Les femmes seraient-elles l'avenir des hommes comme se plaisait à penser le poète ? Un homme, qui s'autorise à imaginer une révolution féministe ! Michel Lequenne surprend à 87 ans, car il était connu jusque-là pour son engagement dans la 4e Internationale depuis 1946. Il y a peu, en 2005, il publiait *Le Trotskisme*, une histoire sans fard, aux éditions Syllepse. D'autres le remarquaient pour ses recherches et ses nombreux écrits sur Christophe Colomb. Précisons aussi qu'il fut membre du groupe surréaliste maintenu, de 1978 à 1998.

Il situe l'histoire après la Grande Guerre : il ne subsiste plus qu'une ceinture encore vivable tout autour de la planète, au nord de l'équateur. Mais la société qui s'y est reconstruite est organisée selon une hiérarchie implacable, dominée par quatre grandes familles, usant du totalitarisme et d'une religion syncrétique, pour une sécurité totale contre toute opposition. Les masses aliénées n'ont le choix qu'entre être entassées dans les bidonvilles ou être envoyées au bagne lunaire : interdiction de penser et de rêver, codes imposés quant à la tenue corporelle et vestimentaire, quant à la décoration de son domicile, quant aux loisirs, et bien sûr sous le règne des mafias et des perversions sexuelles. La description de notre société en quelque sorte ! Au-delà du règne de la pensée unique, plus rien que l'obéissance absolue corps et âme. Quelques résistants tout de même des activistes jarrystes qui œuvrent en toute clandestinité et des… féministes.

Des femmes, du côté de Chypre, menées par Bilitis, menacent de faire vaciller ce pouvoir écrasant. Il s'agirait de féministes, de révolutionnaires, lasses de la dictature et du pouvoir exécrable des hommes, prêtes à tuer tout le genre masculin. Alors, dans les réactions et les intrigues, se fomente un coup d'État. Dans la brèche, la victoire serait-elle possible ?

Le récit est émaillé de références politiques comme l'exemple du tout puissant chef de la sécurité, Gœrria, pour rappeler Gœring, ou bien le lien avec l'ex-bloc soviétique ou encore les opposants que sont les militants du Parti de la révolution intégrale (les trotskystes) ou les divisions des courants féministes qui suggèrent les années soixante-dix. Au travers de ces épices historiques qui laissent poindre un certain humour tournant en dérision finalement les traits de notre présent (ordre, sécurité, religion, médias), l'intrigue nous entraîne servie par une plume alerte. Pour autant, nous aurions aimé retrouver la saveur des chansons de Pierre Louÿs, de ces poèmes en prose attribués à une poétesse grecque imaginaire, contemporaine de Sapho : Bilitis semble trop préoccupée à faire la guerre. De même, l'« Armée de libération de la femme » aurait pu apporter une réflexion actuelle, nourrie de l'histoire certes, mais tournée vers l'avenir : la révolution de Bilitis tourne court sur un plan politique, mais laisse la réflexion ouverte. Pour d'autres histoires à inventer, pour un monde nouveau à créer.

L.N.

Une *Histoire du fascisme* aux États-Unis

Hugues Lenoir

Larry Portis* nous offre ici un ensemble de clés de compréhension, dans la durée, des États-Unis à la fois haut lieu des libertés individuelles et de la liberté d'expression – garantie par l'article 1 de la Constitution – œuvre d'une oligarchie éclairée et longtemps esclavagiste et, en même temps, haut lieu de multiples et récurrentes tentations « fascistes » lorsque les intérêts des mêmes élites éclairées sont mis en danger par les luttes sociales. Ces élites, démocrates et libérales dans le discours, répressives et autoritaires dans les faits, lorsque l'intérêt de classe se fait pressant et prioritaire. La société étatsunienne n'est, en fait, démocratique que lorsque les intérêts de son « oligarchie » ne sont pas remis en cause. En cas de menace, la classe dominante, où « les courants oppresseurs » fourmillent, a toujours su utiliser les outils du fascisme (emprisonnement, répression de masse, assassinat ciblé des leaders radicaux), sans jamais sombrer – et c'est ce qui fait sans doute sa force – dans un système politique fasciste du type italien, allemand, etc.

Après avoir rappelé opportunément ce qu'il faut entendre par fascisme, Larry souligne aussi en quoi une nation construite à partir d'un protestantisme radical et moraliste, d'une réalité génocidaire à l'égard des populations amérindiennes et de « codes noirs » esclavagistes, portait en elle tous les ingrédients d'une société pouvant à tout instant basculer – sans jamais le faire – dans le fascisme. Toutefois, ce pays fort d'une constitution libérale à l'image et au service des grands propriétaires utilisa très tôt des moyens expéditifs (mercenaires et tueurs à gage) pour parfaire le nettoyage ethnique des populations autochtones, soumettre les velléités « démocratiques » des Afro-Américains libérés à l'issue la guerre de Sécession, écraser les premières organisations ouvrières. En d'autres termes, très tôt, les travailleurs et les militants comprirent que « les capitalistes, ainsi que les politiques, défendront leurs intérêts et ne reculeront devant aucun moyen – violation des institutions, brutalité, meurtres – pour protéger leurs privilèges et leur sécurité ». Dès la fin du XIXe siècle et dès le début du XXe, la société de l'apparente démocratie était née, elle n'est depuis qu'apparence et leurre… Les IWW (Industrial Workers of the World) en furent dans le monde du travail organisé l'une des toutes premières cibles.

Quant aux ligues fascistes dont la première parmi tant d'autres fut l'American legion, elles virent le jour comme en Europe à l'issue de la Première Guerre mondiale à l'initiative des grands industriels, admirateurs de Mussolini, et contre le risque bien réel de révolution sociale. Nationalisme, propagande antisocialiste et répression anti-ouvrière font bon ménage et de nombreux industriels – à l'image de Ford, grand inspirateur d'Hitler – financeront des organisations fascistes. Et, tout comme la Cagoule en France, dénoncée par un journaliste libertaire Georges Seldes, un coup d'État fasciste contre Roosevelt fut imaginé par les activistes de L'American Liberty Ligue. Il ne fait aucun doute d'ailleurs « que le projet ait été discuté, planifié, et qu'il aurait été mis en exécution quand et si ceux qui l'ont financé avaient estimé que le moment propice était venu ». Le fascisme brutal ne s'avérant pas nécessaire à la sauvegarde des intérêts des grands industriels, la société étatsunienne tout entière glissa néanmoins à petits pas vers un « fascisme latent » très largement relayé et préparé d'abord par les magnats de la presse papier puis par la télévision qui œuvrèrent de concert au « conditionnement de l'esprit ». Tout était dès lors prêt pour que soient acceptés la loi antisyndicale Taft-Hartley en 1930, la répression des grandes grèves ouvrières de

1946, la chasse aux sorcières, le maccarthisme. En bref, la répression directe ou insidieuse de toutes les forces progressistes et radicales du pays. Une société harmonieuse, nationaliste, bien pensante et culturellement homogène fut créée et décrétée; société où la lutte de classes tomba aux oubliettes au profit du consensus et où le syndicalisme passa à la collaboration. Dans les quarante dernières années, après l'écrasement par intimidation, manipulation et assassinats des révoltes noires, blanches et indiennes assez souvent convergentes, le risque autoritaire s'est encore accru. Le recul de l'économie américaine, la mutation droitière du parti démocrate, l'influence des lobbies sudistes permettent « de voir se profiler un véritable régime fasciste aux États-Unis » afin de préserver les positions des élites capitalistes et des mafias complices. Cette menace est encore plus réelle depuis les attentats de 2001 dont le pouvoir s'est emparé pour remettre en cause des droits constitutionnels fondamentaux et publier des lois et des décrets liberticides comme l'US Patriot act qui transforme au gré du pouvoir tout individu en un éventuel « ennemi combattant », c'est-à-dire en sans-droit!

Cet ouvrage fourmille de mille informations démontrant que dans la « plus grande démocratie » du monde, avec la complicité des élites et des partis politiques dominants, tout a été mis en place depuis les années 1930 (lois, organisations paramilitaires d'extrême droite, FBI, médias, religion...) pour anéantir autant que de besoin toute velléité émancipatrice. Et comment, une fois les têtes décervelées, s'est construit et se maintient un « fascisme mou » et consensuel prêt à tout instant, face aux mouvements, à se durcir et à reprendre son vrai visage.

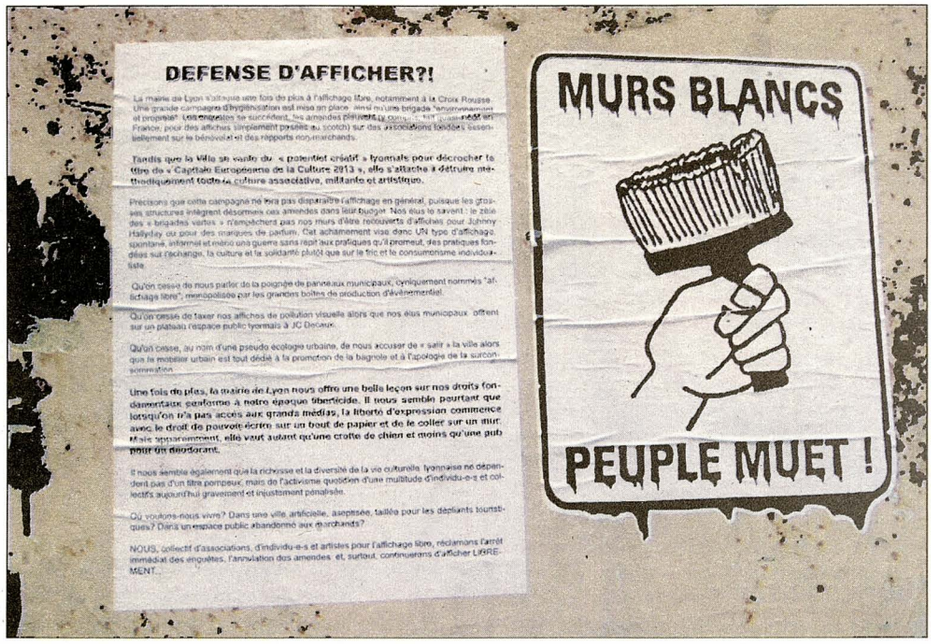
Une leçon à retirer de l'ouvrage de Larry Portis: le monde industriel et de la communication d'hier comme celui d'aujourd'hui, au-delà des discours d'intention libéraux et démocratiques, a toujours dans sa besace le pire lorsque la propriété privée des moyens de production et ses intérêts sont menacés. À savoir, le stade suprême de défense du capitalisme: le fascisme! Qu'on ne se méprenne pas, derrière les mots aux accents humanistes et de bon ton, leurs mercenaires sont prêts. À nous de ne pas être dupes.

À lire et à méditer. H. L.

*. Larry Portis, pour présenter son ouvrage, sera l'invité à Radio libertaire des Chroniques syndicales, le samedi 18 octobre à 11h30.

Portis L. (2008), *Histoire du fascisme aux États-Unis*, Éditions CNT-RP, en vente à Publico, 16 euros.

Sur les murs de la ville



Si les révolutions sont imprévisibles, nous pouvons, nous, être prévoyants, et préparer le terrain avec pour le moins quelques slogans au fond de notre musette, au cas où... Dans cette terne vie quotidienne, avec comme seule valeur le travail, et en attendant le grand jour, ou pour le faire arriver, on peut donc aller par les rues avec un gros pot de peinture et un bon pinceau. Pas besoin de papier, non, on utilisera les supports gratuits, et on se donnera un lieu d'expression, sans frais, sur les murs de la ville.

C'est ce que propose en quelque sorte Denis Langlois[1], qui garde de mai 1968 « la nostalgie de ces quelques semaines de rêve » et qui ne doute pas que nous aurons besoin de ce genre de munitions dans un temps plus ou moins court. Il dit cependant, sans crainte de se contredire: « Ne préméditons rien. Improvisons en marchant. »

Il propose ainsi:

Des slogans d'actualité: « Ne laissez pas les petits jouer avec le pouvoir »; et mieux encore, avec un goût de désobéissance civile: « Déchirons nos cartes d'identité, rejoignons les sans-papiers. »

Des slogans d'évidence: « On a touché le fond, on ne peut que remonter »; « La soif du pouvoir laisse toujours les autres assoiffés. »

Des slogans de constatation: « Avez-vous remarqué que nous sommes nettement plus nombreux qu'eux? » Est-ce si sûr? cernés que nous sommes par la bêtise, la lâcheté, le conformisme, etc.

Des slogans philosophiques: « La révolution, c'est quand je dis nous »; « Être libre seul, ça n'a pas de sens »; « Je ne veux pas mourir pour mes idées, je veux vivre pour elles »; « Le pouvoir rend fou. Nous sommes les nouveaux psychiatres. »

Des slogans de prudence: « Ne suivez pas ceux qui savent exactement où ils vont. »

Des slogans de détermination: « Ils nous ont fusillés tant et tant de fois, mais nous sommes toujours debout. »

Des slogans d'espoir: « Révollution, j'écris ton nom avec deux ailes »; « Retire les écouteurs de tes oreilles. Écoute le bruit de la révolution qui gronde. »

Des slogans d'humour: « Non, la vieille taupe n'est pas morte. Elle avait simplement égaré ses lunettes. »

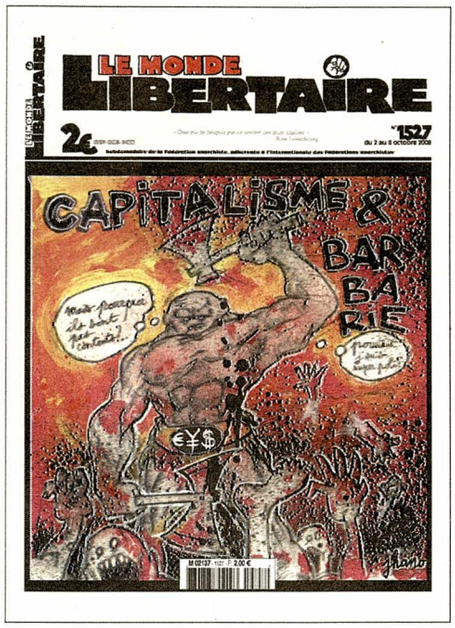
Des slogans pour la jeunesse, très actuels, sinon d'actualité: « Si ton truc s'appelle console de jeux, c'est pour te consoler de la médiocrité de ta vie », auquel on peut rajouter: « Il y a des vieillards qui n'ont pas encore vingt ans. »

Vas-y voir, lecteur, et, si tu as plus d'imagination que Denis, fais-nous part de tes trouvailles.

Sita Jacaré et Ded Duporge
peintres

s

1. Denis Langlois, *Slogans pour les prochaines révolutions*, Seuil, 10 euros, disponible à Publico. Auteur d'une vingtaine de livres, dont entre autres: *les Dossiers noirs de la police française* (1971), *Guide du militant* (1972), les *Dossiers noirs de la justice française* (1974), *les Dossiers noirs du suicide* (1976), *Guide du citoyen face à la police* (1980), etc.



Abonnez-vous !

On peut maintenant, outre le courrier, s'abonner « en ligne », avec paiement sécurisé et tout et tout :

www.librairie-publico.com
Vous en profiterez pour commander, du même coup, les nouveautés de la librairie du Monde libertaire, et télécharger les récents catalogues au format .pdf
Pour trouver facilement les points de vente près de chez vous, le site

www.trouverlapresse.com
un outil de nos diffuseurs, les NMPP, est à votre disposition.

L'Autodidacte

Le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste tient à remercier toutes les personnes qui l'ont soutenu dans ce projet d'achat de la libraire L'Autodidacte et vous invite à une rencontre avec Rolland Hénault – grand prix « Ni dieu, ni maître », en soutien à la librairie, samedi 11 octobre, à partir de 18h.

Cette rencontre sera suivie d'un pot de l'amitié. C'est en quelque sorte notre crémaillère.

Merci encore à tous et toutes. Nous vous attendons nombreux et nombreuses lors de nos prochaines manifestations.

Librairie L'Autodidacte – 5, rue Marulaz – 25000 Besançon, tél : 03 81 82 14 94.

lautodidacte.org

Émission spéciale :

Pour une réhabilitation de la critique dans le monde de l'art

Le collectif « target : autonopop » de Hambourg a le plaisir de vous proposer une émission exceptionnelle sur l'art sur Radio libertaire, le 17 octobre, de 19 heures à 23 heures.

Le marché de l'art actuel, l'accroissement de ses contradictions et du caractère oppressant de son recrutement, de sa (re)production, de sa médiation et de son discours, ouvre la voie à une dé-légitimation sociale de ce secteur. Cette situation est l'occasion de transférer l'appellation « Art » à un groupe d'acteurs et de structures déjà existants dont les pratiques et les discours informés par l'histoire ne sont pas déterminés par la marchandisation.

Cette rencontre exceptionnelle sera pour nous l'occasion de discuter avec nos invités des positionnements et repositionnements critiques possibles dans – et hors – le monde de l'art.

Invités :

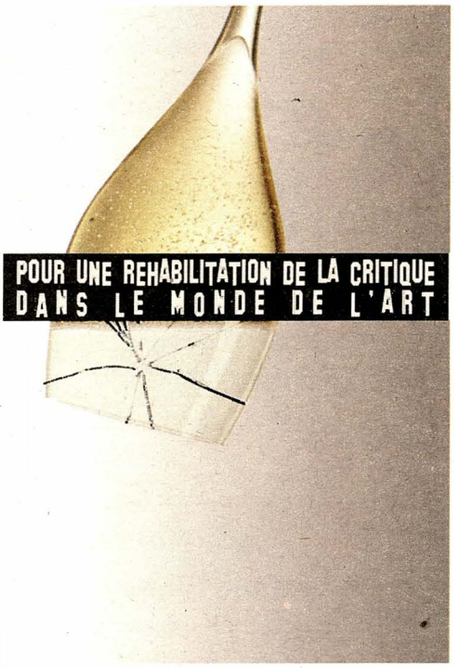
Lucy Lippard : critique d'art et féministe (États-Unis).

Jean-Claude Moineau : théoricien de l'art, enseignant de philosophie de l'art à l'université de Paris VIII (France).

Le collectif « target : autonopop » représenté par Michel Chevalier, artiste, et Rahel Puffert, artiste (Allemagne).

Jan Middelbos-Mitric : artiste précaire au travail (France).

Radio libertaire, le 17 octobre de 19 heures à 23 heures.



Radio libertaire en fête !

C'était une journée estivale qui attendait les auditeurs et auditrices de Radio libertaire à Ivry-sur-Seine. Il faisait chaud ce 27 septembre. Chaud dans le jardin du squat Sans Plomb, chaud autour du barbecue, chaud aussi dans les bouches, car certains plats étaient relevés, et beaucoup de chaleur enfin dans les têtes et les cœurs. Car, disons le sans fausse pudeur, nous étions bien, là, ensemble, tous ensemble.

Au hasard des retrouvailles ou de nouvelles rencontres, on a beaucoup discuté, échangé numéros de téléphone ou adresses internet autour du bar, dans le jardin ou autour des stands. Les enfants étaient de la fête, partout à jouer, courir, s'empiffrer de gâteaux ou participer aux ateliers du Sans Plomb : capoeira, théâtre ou dessin.

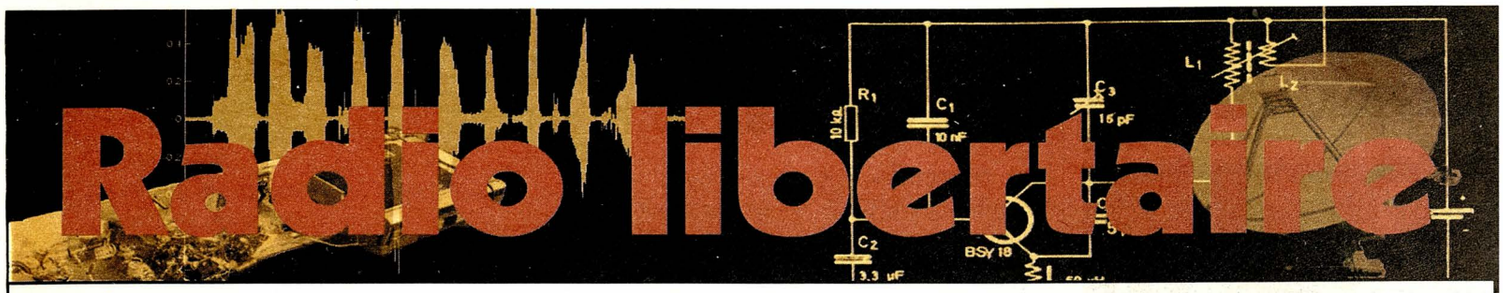
Il y avait du monde partout, environ un millier de personnes passèrent dans la journée et découvrirent ce lieu fantastique. Dans une des salles trois concerts étaient proposés : Moustache qui séduit le public, la chorale le Chœur du Peuple avec qui on put donner de la voix, et enfin le rock noir et rouge de Fred Alpi qui électrisa l'assistance ! Ailleurs, on pouvait s'initier aux logiciels libres, assister à la projection de Cosette de Léo 38, causer anarchie et mouvement ouvrier avec des membres de la Fédération anarchiste d'Ivry, ou encore livrer ses impressions aux micros de Radio libertaire qui avait installé son studio sur place.

Alors que la fraîcheur tombait sur le Sans Plomb la soirée pouvait commencer avec un très original opéra rock blasphématoire et hilarant sur la vie de Jésus où le public, ravi, put huer et lapider avec des boules de papier Jésus !

« Je me sens regonflé pour la lutte, vous savez cette radio c'est important pour moi », me dit un auditeur.

Et là on se dit qu'on a fait quelque chose de bien depuis le 1er septembre 1981, date de la première émission de la voix sans maître…

Laurent
Groupe libertaire d'Ivry de la Fédération anarchiste
faivry@no-log.org



Jeudi 9 octobre

Jus de rue (08 h 30). La parole aux gens de la rue par Philippe et Casquette.

Chronique hebdo (10 heures). Commentaire de l'actualité En direct chaque semaine, et en réécoute sur http://chronique-hebdo.blogspot.com. Par Jacques et Gérard.

Radio cartable (14 heures). La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine

Si vis pacem (18 heures). La résistance à la guerre aux États-Unis Avec la War Resister's League.

Les enfants de Stonewall (19 h 30). « Affinités électives » Émission gay et lesbienne.

Vendredi 10 octobre

Place aux fous (13 heures). Rencontres Albert Camus en direct de Lourmarin.

Les oreilles libres (14 h 30). Rencontres Albert Camus en direct de Lourmarin.

Koumbi (16 heures). Rencontres Albert Camus en direct de Lourmarin.

Radio espéranto (17 h 30). Rencontres Albert Camus en direct de Lourmarin.

La grenouille noire (21 heures). Écologie libertaire L'émission sera consacrée aux mouvements antipub, avec Alex, en comparution pour avoir collé un autocollant antipub sur un wagon SNCF ! ; des déboulonneurs, des anti vé-lib / vé-pub, etc.

Nuit Léo 38 (00 h 30). La night !

Samedi 11 octobre

Réveil Hip Hop (8 heures). Culture rap

La Philanthropie de l'ouvrier charpentier (10 heures). Rencontres Albert Camus en direct de Lourmarin.

Chronique syndicale (11 h 30). Rencontres Albert Camus en direct de Lourmarin.

Chroniques rebelles (13 h 30). Albert Camus et les libertaires avec deux invités : Nicolas Mourer, qui lira des textes sur Camus, et Christelle Taraud pour *La Colonisation* (Le cavalier bleu).

Deux sous de scène (15 h 30). Rencontres Albert Camus en direct de Lourmarin.

Dimanche 12 octobre

Goloss trouda, la voix du travail (8 heures). Émission franco-russe.

Ni maître, ni dieu (10 heures). Pensée libre par Jean-Jacques.

Folk à lier (12 heures). Yvon Guilcher présente la 5e réédition du livre de son père *La tradition de danses populaires en Basse Bretagne* (2e partie)..

Tempête sur les planches (14 heures). «Le ciel est vide» d'Alain Foix est un dialogue philosophico-poétique qui éclaire les questions du racisme et de l'antisémitisme, un théâtre politique qui pose la poésie comme arme première.

Il y a de la fumée dans le poste (18 h 30). La joyeuse équipe du CIRC traitera en direct de l'actualité des drogues en général et du cannabis en particulier.

Lundi 13 octobre

Bol d'Art (09 h 30). Art et cité : «Les GEM» (Groupes d'Entraide Mutuelle).

Lundi matin (11 heures). L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Les partageux de la Commune (13 heures). Commune de Paris. L'Histoire revue par Jean-Jacques.

Ondes de choc (14 h 30). Invités : Odile Cohen Abbas, pour son livre *Les fosses célestes* (paru chez Rafaël de Surtis) et Sarane Alexandrian, pour sa *Mémoire du Siècle*.

Le Monde merveilleux du travail (19 h 30). Anarcho-syndicalisme La revue *Afrique XXI*.

Mardi 14 octobre

Le Parisien libertaire (8 heures). Retour non-exhaustif et militant sur l'actualité parisienne. L'agenda militant.

L'idée anarchiste (14 h 30). Textes historiques ou actuels.

Idéaux et débats (18 heures). En direct : Stéphanie Janicot, pour *Dans la tête de Shéhérazade* (Albin Michel). ; Marie Nimier, pour *Les inséparables* (Gallimard).

Radio libertaria (20 h 30). Émission de la CNT / AIT Actualités militantes.

Mercredi 15 octobre

La bibliothèque anarchiste (8 heures). Le livre de Kropotkine, *La morale anarchiste*.

Blues en liberté (10 h 30). Émission musicale blues Luther Allison, de Chicago à l'Europe. Par Thierry Porré.

Sans toit ni loi (12 heures). Émission sur les mal-logés et la précarité

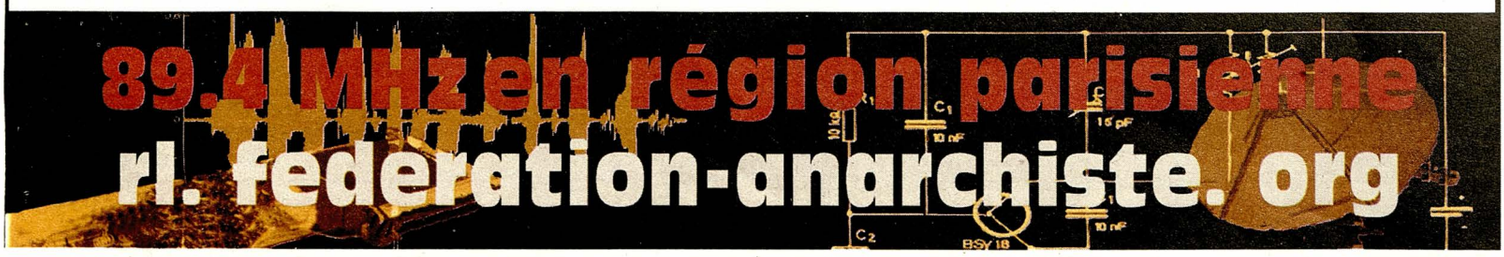
Le manège (14 heures). L'invité littéraire, par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Femmes libres (18 h 30). Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30). Actualités des luttes de prisonniers.

Jeudi 16 octobre

Si vis pacem (18 heures). Les réfractaires à la guerre d'Algérie En présence de Claude Vinci, pour le film *Au non de Vinci*, réalisé par Menad M'Barek.



Jeudi 9 octobre

Limoges (87)

20 h.30. *Re-Belle si tu voulais*, Paroles ouvrières, paroles rebelles de la Compagnie Jolie Môme. Au cinéma Le Lido. Tel. 05 55 79 90 99. Net: memoireavif.info

Saint-Denis (93)

Dyonyversité. Cours de 19 h à 21 h. La société sous contrôle. Rencontre avec Armand Mattelart, auteur de *La Globalisation de la surveillance*.Comment la société de contrôle s'est progressivement installée dans l'espace et dans le temps. À la Bourse du travail de Saint-Denis. Métro Porte-de-Paris. Présentation des Amis d'Orwell, une émission de Radio libertaire (89.4Mhz)dionyversite.org

Vendredi 10 octobre

France Inter

20h10. L'émission «Nous autres» pour la troisième et dernière partie de l'interviou de Lucio Urtubia.

Lourmarin (84)

09 heures-18 heures: XXVes Rencontres méditerranéennes Albert Camus.« Le don de la liberté : Albert Camus et les libertaires » Château de Lourmarin. Les débats seront retransmis en direct sur *Radio libertaire*

Limoges (87)

20 h.30. *Re-Belle si tu voulais*, paroles ouvrières, paroles rebelles de la Compagnie Jolie Môme. Au cinéma Le Lido. Tel. 05 55 79 90 99, Net: memoireavif.info

Samedi 11 octobre

Laon. (02)

À l'initiative du groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste et du Collectif Anti OGM de Picardie, conférence débat, à 20h30, « Les OGM en question » avec Dominique Cellier, chercheur, spécialiste sur la question. À partir de 15h30 : Table de presse. Projection de documentaires. L'écrivain Jacques Bullot dédicacera son ouvrage *Le gène du perce-neige* (Le polar qui flingue les OGM!) Maison des associations, rue du bourg (Ville haute) . Renseignements : 03 23 80 17 09.

Essômes-sur-Marne(02)

Dans le cadre de « Lire en fête », la bibliothèque municipale (26, rue Roosevelt) présente: Le milieu libre de Vaux (1902-1907) et la colonie naturiste et végétalienne de Bascon (1911-1951). Deux expériences de vie communautaire anarchiste évoquées par Tony Legendre et Céline Beaudet,. Projection du film *La Cécilla* de Jean-Louis Comolli, retraçant une expérience de communauté agricole libertaire au Brésil de 1890 à 1894. Vous pourrez en outre déguster la fameuse salade végétalienne « La Basconnaise », d'après la recette originelle.

Paris IVe

Au 18e Salon de la revue à l'Espace des Blancs-Manteaux, salle Noël Arnaud à 13h30 : Une mise en voix de textes de Stig Dagerman par le collectif Manifeste rien *Stig Dagerman, la littérature et la conscience*. Une proposition de la revue *Marginales*, site : marginales.free.fr et blog : lekti-ecriture.com/blogs/marginales.

Besançon (25)

À partir de 18 heures, le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste tient à remercier toutes les personnes qui l'ont soutenu dans ce projet d'achat de la libraire L'Autodidacte et vous invite à une rencontre avec Rolland Hénault – grand prix « Ni dieu, ni maître », en soutien à la librairie, Cette rencontre sera suivie d'un pot de l'amitié. C'est en quelque sorte notre crémaillère. Librairie L'Autodidacte – 5, rue Marulaz – 25000 Besançon. Tel : 03 81 82 14 94. lautodidacte.org

Bordeaux (33)

À 17 heures, conférence-débat : Syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis, avec Larry Portis. Organisé par la Librairie du Muguet à L'Athénée libertaire au 7, rue du Muguet. Site : atheneelibertaire.net et courriel : librairiedumuguet@no-log.org

Lourmarin (84)

09 heures-18 heures: XXVes Rencontres méditerranéennes Albert Camus.« Le don de la liberté : Albert Camus et les libertaires » Château de Lourmarin.

Limoges (87)

14h30 et 20h.30. *Re-Belle si tu voulais*, paroles ouvrières, paroles rebelles de la Compagnie Jolie Môme. Théâtre de l'Union CDN du Limousin. Tél. 05 55 79 90 99, Net: memoireavif.info

Dimanche 12 octobre

Paris XIe

Fête du livre dans la rue Amelot vers le 145 avec trois débats: Le créationnisme avec les deux auteurs du livre du même nom, Michel Ragon sera avec nous pour son monumental *Dictionnaire de l'anarchie* un livre de 700 pages qui sortira début octobre. Et un troisième débat qui traditionellement est organisé par les groupes de la Fédération anarchiste de la région parisienne.

Lundi 13 octobre

Paris Île-de-France

Chroniques libertaires de Michèle Rollin sur Télé Bocal/Canal IDF TNT à partir de 0 heures : un siècle d' engagement à travers le Libertaire puis le Monde libertaire.

Mardi 14 octobre

Paris Île-de-France

Chroniques libertaires de Michèle Rollin sur Télé Bocal/Canal IDF TNT à partir de 0 heures : un siècle d' engagement à travers *le Libertaire* puis *le Monde libertaire*.

Saint-Denis (93)

Dyonyversité. Cours de 19 h à 21h. À la Bourse du travail de Saint Denis. Métro Porte-de-Paris. Le commerce équitable en questions, avec Christian Jacquiau, économiste. dionyversite.org

LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE PRESENTE :

LIRE EN FÊTE

les 11 et 12 OCTOBRE 2008

145 RUE AMELOT PARIS

XIème arr. M° Oberkampf/ République ou Filles du Calvaire)

Samedi 11 octobre

★Vernissage de l' expo d'affiches par le collectif 68mai08

★14h30 : intervention du collectif 68mai08 pour parler de leur projet

★17h30 : Projection du film "Au delà de la haine", suivi d'un débat animé par l'équipe de l'émission "Ras les Murs" (Radio libertaire 89.4)

Dimanche 12 octobre

★13h00 : débat avec Olivier Brosseau à propos de son livre *Les créationnismes, une menace pour la société française ?*

★15h00 : débat proposé par les groupes parisiens de la Fédération Anarchiste sur la dérive sécuritaire, et les nouvelles technologies au service de la répression sociale.

★16h30 : Michel RAGON pour la sortie de son *Dictionnaire de l'anarchie*

+ Musique / atelier lecture pour les enfants / fanzines / livres d'occasion / Tables de presse/ boissons et petite restauration à pas cher ...etc.